

André Gorz  
Écologica  
Galilée

André Gorz

Écologica



Galilée  
2008

## Introduction

### L'écologie politique, une éthique de la libération

*Depuis la parution du roman autobiographique Le Traître, préfacé par Sartre, jusqu'à l'écologie politique, quelles ont été les rencontres et les influences importantes pour vous(1) ?*

Quelles ont été dans ma vie les grandes rencontres et influences ? Il y a eu Sartre, bien sûr, dont l'œuvre, à partir de 1943, a été formatrice pour moi pendant vingt ans. Il y a eu Illich qui, à partir de 1971, m'a donné à réfléchir pendant cinq ans. Mais les influences les plus importantes ne sont pas nécessairement celles des personnes importantes. Jean-Marie Vincent(2), qui a relativement peu publié, m'a initié au Marx des *Grundrisse*(3) dès 1959. Il m'a fait rencontrer des théoriciens italiens qui m'en ont fait connaître d'autres. Dans les années 1990, avec sa revue *Futur Antérieur*(4), il m'a convaincu qu'il me fallait réviser certaines de mes idées. Il y a deux ans, à la suite d'un entretien sur *L'Immatériel* pour un journal allemand, j'ai rencontré un *hacker*, Stefan Meretz(5), cofondateur d'*Ækonux*, qui explore avec une admirable honnêteté la difficulté qu'il y a à sortir du capitalisme par la pratique, la manière de vivre, de désirer, de penser.

Mais, de 1947 à ce jour, l'influence la plus forte et la plus constante a été celle de « Dorine sans qui rien ne serait », ma compagne, qui m'a révélé qu'il n'était pas impossible d'aimer, d'être aimé, de sentir, de vivre, de prendre confiance en soi. Nous avons grandi et évolué l'un par l'autre, l'un pour l'autre. Sans elle je n'aurais probablement pas réussi à m'accepter. Sans Sartre, je n'aurais probablement pas trouvé les instruments pour penser et dépasser ce que ma famille et l'histoire m'avaient fait. Dès que j'ai découvert *L'Être et le Néant*, j'ai eu le sentiment que ce que Sartre disait de la condition ontologique de l'homme correspondait à mon expérience. J'avais fait dès la première enfance l'expérience de tous les « existenciaux » – l'angoisse, l'ennui, la certitude de n'être là pour rien, de ne pas correspondre à ce que les autres attendaient de moi, de ne pas pouvoir me faire comprendre d'eux. L'expérience, en somme, de la contingence, de l'injustifiabilité, de la solitude de tout sujet.

*Pouvez-vous nous en dire plus sur ces liens entre existentialisme et écologie, entre morale, éthique et écologie ?*

La question du sujet est restée centrale pour moi, comme pour Sartre, sous l'angle suivant : nous naissons à nous-mêmes comme sujets, c'est-à-dire comme des êtres irréductibles à ce que les autres et la société nous demandent et permettent d'être. L'éducation, la socialisation, l'instruction, l'intégration nous apprendront à être Autres parmi les Autres, à renier cette part non socialisable qu'est l'expérience d'être sujet, à canaliser nos vies et nos désirs dans des parcours balisés, à nous confondre avec les rôles et les fonctions que la mégamachine sociale nous somme de remplir.

Ce sont ces rôles et ces fonctions qui définissent notre identité d'Autre. Ils excèdent

ce que chacun de nous peut être par lui-même. Ils nous dispensent ou même nous interdisent d'exister par nous-mêmes, de nous poser des questions sur le sens de nos actes et de les assumer. Ce n'est pas « je » qui agit, c'est la logique automatisée des agencements sociaux qui agit à travers moi en tant qu'Autre, me fait concourir à la production et reproduction de la mégamachine sociale. C'est elle le véritable sujet. Sa domination s'exerce sur les membres des couches dominantes aussi bien que sur les dominés. Les dominants ne dominent que pour autant qu'ils la servent en loyaux fonctionnaires. C'est dans ses interstices, ses ratés, ses marges seulement que surgissent des sujets autonomes par lesquels la question morale peut se poser. A son origine, il y a toujours cet acte fondateur du sujet qu'est la rébellion contre ce que la société me fait faire ou subir. Touraine, qui a étudié Sartre dans sa jeunesse, a très bien formulé ça : « Le sujet est toujours un mauvais sujet, rebelle au pouvoir et à la règle, à la société comme appareil total. » La question du sujet est donc la même chose que la question morale. Elle est au fondement à la fois de l'éthique et de la politique. Car elle met nécessairement en cause toutes les formes et tous les moyens de domination, c'est-à-dire tout ce qui empêche les hommes de se conduire comme des sujets et de poursuivre le libre épanouissement de leur individualité comme leur fin commune.

Que nous sommes dominés dans notre travail, c'est une évidence depuis cent soixante-dix ans. Mais non que nous sommes dominés dans nos besoins et nos désirs, nos pensées et l'image que nous avons de nous-mêmes. Ce thème apparaît déjà dans *Le Traître*<sup>(6)</sup> et est redéveloppé dans presque tous mes textes postérieurs. C'est par lui, par la critique du modèle de consommation opulent que je suis devenu écologiste avant la lettre. Mon point de départ a été un article paru dans un hebdomadaire américain vers 1954. Il expliquait que la valorisation des capacités de production américaines exigeait que la consommation croisse de 50 % au moins dans les huit années à venir, mais que les gens étaient bien incapables de définir de quoi seraient faits leurs 50 % de consommation supplémentaire. Il appartenait aux experts en publicité et en *marketing* de susciter des besoins, des désirs, des fantasmes nouveaux chez les consommateurs, de charger les marchandises même les plus triviales de symboles qui en augmenteraient la demande. Le capitalisme avait besoin que les gens aient de plus grands besoins. Bien mieux : il devait pouvoir façonner et développer ces besoins de la façon la plus rentable pour lui, en incorporant un maximum de superflu dans le nécessaire, en accélérant l'obsolescence des produits, en réduisant leur durabilité, en obligeant les plus petits besoins à se satisfaire par la plus grande consommation possible, en éliminant les consommations et services collectifs (trams et trains par exemple) pour leur substituer des consommations individuelles. Il faut que la consommation soit individualisée et privée pour pouvoir être soumise aux intérêts du capital.

En partant de la critique du capitalisme, on arrive donc immanquablement à l'écologie politique qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et à radicaliser encore la critique du capitalisme. Je ne dirais donc

pas qu'il y a une morale de l'écologie, mais plutôt que l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle. Si tu pars, en revanche, de l'impératif écologique, tu peux aussi bien arriver à un anticapitalisme radical qu'à un pétainisme vert, à un écofascisme ou à un communautarisme naturaliste. L'écologie n'a toute sa charge critique et éthique que si les dévastations de la Terre, la destruction des bases naturelles de la vie sont comprises comme les conséquences d'un mode de production ; et que ce mode de production exige la maximisation des rendements et recourt à des techniques qui violent les équilibres biologiques. Je tiens donc que la critique des techniques dans lesquelles la domination sur les hommes et sur la nature s'incarne est une des dimensions essentielles d'une éthique de la libération.

Mon intérêt pour la technocritique doit beaucoup à la lecture, en 1960, de la *Critique de la raison dialectique* de Sartre ; à dix jours passés en Allemagne de l'Est, à la même époque, à visiter des usines à la vaine recherche de germes de pouvoir ouvrier ; puis, à partir de 1971 ou 1972, à la découverte d'Illich qui avait intitulé *Retooling Society* une première ébauche de *La Convivialité*<sup>(7)</sup>. Illich distinguait deux espèces de techniques : celles qu'il appelait conviviales, qui accroissent le champ de l'autonomie, et celles, hétéronomes, qui le restreignent ou le suppriment. Je les ai appelées « technologies ouvertes » et « technologies verrou ». Sont ouvertes celles qui favorisent la communication, la coopération, l'interaction, comme le téléphone ou actuellement les réseaux et logiciels libres. Les « technologies verrou » sont celles qui asservissent l'utilisateur, programment ses opérations, monopolisent l'offre d'un produit ou service.

Les pires des « technologies verrou » sont évidemment les mégatechnologies, monuments à la domination de la nature, qui dépossèdent les hommes de leur milieu de vie et les soumettent eux-mêmes à leur domination. En plus de tous les autres défauts du nucléaire, c'est à cause du rayonnement totalitaire – secrets, mensonges, violence – qu'il diffuse dans la société que j'ai mené campagne pendant dix ans contre le nucléaire.

*Dans cette critique radicale du capitalisme, il y a le passage par le communisme et plus tard son abandon.*

*Écologie et Liberté*, sorte de postface à *Écologie et Politique*, commençait par cette affirmation : « Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il ne change pas d'outils. » Le livre suivant, *Adieux au prolétariat*, allait plus loin dans le même sens. Il soutenait que les moyens de production du capitalisme sont des moyens de domination par la division, l'organisation et la hiérarchisation des tâches qui exigent ou permettent. Pas plus que les soldats ne peuvent s'approprier l'armée à moins d'en changer du tout au tout le mode d'organisation et les règles, pas plus la classe ouvrière ne peut s'approprier les moyens de production par lesquels elle est structurée, fonctionnellement divisée et dominée. Si elle s'en emparait sans les changer

radicalement, elle finirait par reproduire (comme cela s'est fait dans les pays soviétisés) le même système de domination. Je signale au passage que tout cela est aussi mentionné en passant dans les *Grundrisse*. (8)

*Adieux* n'avait rien d'une critique du communisme, au contraire. Je m'en prenais aux maoïstes, à leur culte primitiviste d'un prolétariat mythique, à leur prétention de pratiquer en pays industrialisé et urbanisé la stratégie des prises de terre inventée par Mao pour les paysans chinois. C'est aussi une critique acerbe de la social-démocratisation du capitalisme à laquelle se réduisait le marxisme vulgaire, et de la glorification du travail salarié. « Au-delà du socialisme » – c'était le sous-titre du livre – il y a le communisme qui en est l'achèvement et, à défaut, la merdouille que nous avons. Mais le communisme, ça n'est ni le plein emploi, ni le salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme socialement et historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail emploi, du travail marchandise. Avec *Adieux au prolétariat*, je passais à la critique du travail. Ce livre contenait aussi quelques grosses bêtises (dont l'idée d'une « sphère de l'autonomie ») mais ne se réduisait pas à cela. La critique du travail est encore centrale dans *Misères du présent. Richesse du possible*.

*La critique de la division du travail entre en crise avec l'importance de plus en plus grande des savoirs, la coopération dans la création de richesse, le travail virtuose. L'Immatériel, votre dernier ouvrage, tente de penser ces mutations.*

*L'Immatériel* est le sous-produit d'un rapport à une conférence internationale sur la soi-disant société de connaissance vue de gauche. Ce qui m'y a intéressé d'abord, c'est que la connaissance, l'information sont par essence des biens communs qui appartiennent à tout le monde, qui donc ne peuvent devenir propriété privée et marchandisée, sans être mutilés dans leur utilité. Or, si la force productive décisive (celle de l'intelligence, de la connaissance) ne se prête pas à devenir une marchandise, les catégories traditionnelles de l'économie politique entrent en crise : le travail, la valeur, le capital.

La valeur, au sens de l'économie capitaliste, des connaissances est indécidable. Il est impossible de mesurer le travail qui a été dépensé à l'échelle de la société pour les produire. Car elles sont produites de façon diffuse partout où les hommes interagissent, expérimentent, apprennent, rêvent. Elles ne sont pas homogènes, décomposables en unités de produit. Il n'y a pas d'étalon de mesure qui leur soit applicable. Je tiens qu'elles ont une valeur intrinsèque spécifique, différente de celle des marchandises, comparable à celle des œuvres d'art qui, elles non plus, ne sont pas échangeables selon un étalon commun. Leur prix n'a pas de fondement objectif et reste fluctuant.

Quel qu'ait été le coût initial d'une connaissance, sa valeur d'échange tend vers zéro quand elle est librement accessible, transcribable en langage informatique, indéfiniment répliquable pour un coût négligeable. Pour avoir une valeur d'échange, un prix, il faut qu'elle soit rendue rare, inaccessible à tous, privatisée par une firme qui en

revendique le monopole et en tire une rente.

L'économie de la connaissance a donc vocation à être une économie de la mise en commun et de la gratuité, c'est-à-dire le contraire d'une économie. C'est cette forme de communisme qu'elle revêt spontanément dans le milieu scientifique. La « valeur » d'une connaissance s'y mesure non en argent mais par l'intérêt qu'elle suscite, la diffusion qu'elle reçoit. Au fondement de l'économie capitaliste de la connaissance on trouve donc une anti-économie dans laquelle la marchandise, les échanges marchands, le souci de faire de l'argent n'ont pas cours. La valeur d'échange n'y est pas la mesure de la richesse, ni le temps de travail.

Ce protocommunisme a ses figures emblématiques dans l'informatique. Elle diffère de la science par cette spécificité : elle est à la fois connaissance, technique de production de connaissance et moyen de fabrication, de régulation, d'invention, de coordination. En elle est supprimée la division sociale entre ceux qui produisent et ceux qui conçoivent les moyens de produire. Les producteurs ne sont plus dominés par le capital à travers les moyens de travail. Production de connaissances et production de richesses matérielles ou immatérielles fusionnent. Le capital fixe n'a plus une existence séparée ; il est subsumé, intériorisé par des hommes et des femmes qui font l'expérience pratique concrète que la principale force productive n'est ni le capital machine ni le capital argent mais la passion vivante avec laquelle ils imaginent, inventent et accroissent leurs propres capacités cognitives en même temps que leur production de connaissances et de richesse. La production de soi est ici production de richesse et inversement ; la base de la production de richesse est la production de soi. Potentiellement, le travail – au sens qu'il a dans l'économie politique – est supprimé : « Le travail n'apparaît plus comme travail mais comme plein développement de l'activité [personnelle] elle-même<sup>(9)</sup>. »

Le *hacker* est la figure emblématique de cette appropriation/suppression du travail. Avec lui, les forces productives humaines, devenues sujet, entrent en rébellion contre leur captation par le capital, retournent les ressources de l'informatique contre lui. C'est le *hacker* qui a inventé cette anti-économie que sont Linux et le *copyleft* – cet opposé du *copyright* – et a fait surgir le mouvement des logiciels libres. Par lui apparaissent de nouvelles formes de communication et de régulation ; une admirable éthique anarcho-communiste, l'éthique *hacker*, à la fois art de vivre, pratique d'autres rapports individuels et sociaux, recherche de voies pour sortir du capitalisme et pour libérer, à cette fin, nos manières de penser, de sentir, de désirer, de son emprise.

Les *hackers* ne sont pas une élite professionnelle ni une couche à part. Ils font partie de la nébuleuse des « dissidents du capitalisme numérique », comme le disait Peter Glotz<sup>(10)</sup>. Ces dissidents, issus de la révolution informationnelle, représentent aux États-Unis environ un tiers de la population active. Ils comprennent des informaticiens de haut niveau qui refusent la servitude volontaire ; des diplômés qui refusent de tout sacrifier à leur carrière ; des *self*-entrepreneurs qui refusent la compétition féroce du « toujours

plus, toujours plus vite » ; des *jobbers* et des *downsbifiers* qui préfèrent gagner peu et avoir beaucoup de temps à eux.

« Plus le capitalisme numérique étend son emprise sur nos vies, plus grand deviendra le nombre des déclassés volontaires », écrit Peter Glotz. « Une nouvelle conception du monde surgira d'eux. La lutte qui opposera le prolétariat du numérique à son élite... aura pour enjeu essentiel deux conceptions principielles et passionnelles de la vie. Toute l'éthique sociale du capitalisme moderne est en question. »



# I

## La sortie du capitalisme a déjà commencé

La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est incapable de dépasser et qui en fait un système qui survit par des subterfuges à la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital.

La crise du système se manifeste au niveau macroéconomique aussi bien qu'au niveau microéconomique. Elle s'explique principalement par un bouleversement technoscientifique qui introduit une rupture dans le développement du capitalisme et ruine, par ses répercussions, la base de son pouvoir et sa capacité de se reproduire. J'essaierai d'analyser cette crise d'abord sous l'angle macroéconomique (1), ensuite dans ses effets sur le fonctionnement et la gestion des entreprises (2).

1. L'informatisation et la robotisation ont permis de produire des quantités croissantes de marchandises avec des quantités décroissantes de travail. Le coût du travail par unité de produit ne cesse de diminuer et le prix des produits tend à baisser. Or, plus la quantité de travail pour une production donnée diminue, plus la valeur produite par travailleur – sa productivité – doit augmenter pour que la masse de profit réalisable ne diminue pas. On a donc cet apparent paradoxe que plus la productivité augmente, plus il faut qu'elle augmente encore pour éviter que le volume de profit diminue. La course à la productivité tend ainsi à s'accélérer, les effectifs employés à être réduits, la pression sur les personnels à se durcir, le niveau et la masse des salaires à diminuer. Le système évolue vers une limite interne où la production et l'investissement dans la production cessent d'être assez rentables.

En Chine, aux Philippines ou au Soudan, les chiffres attestent que cette limite est atteinte. L'accumulation productive de capital productif ne cesse de régresser. Aux États-Unis, les cinq cents firmes de l'indice Standard & Poors disposent de 631 milliards de réserves liquides ; la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations sur les marchés financiers. En France, l'investissement productif des entreprises du CAC 40 n'augmente pas même quand leurs bénéfices explosent.

La production n'étant plus capable de valoriser l'ensemble des capitaux accumulés, une partie croissante de ceux-ci conserve la forme de capital financier. Une *industrie financière* se constitue qui ne cesse d'affiner l'art de faire de l'argent en n'achetant et ne vendant rien d'autre que diverses formes d'argent. L'argent lui-même est la seule marchandise que l'industrie financière produit par des opérations de plus en plus hasardeuses et de moins en moins maîtrisables sur les marchés financiers. La masse de capital que l'industrie financière draine et gère dépasse de loin la masse de capital que valorise l'économie réelle (le total des actifs financiers représente 160 000 milliards de dollars, soit trois à quatre fois le PIB mondial). La « valeur » de ce capital est purement fictive : elle repose en grande partie sur l'endettement et le *good will*, c'est-à-



dire sur des anticipations : la Bourse capitalise la croissance future, les profits futurs des entreprises, la hausse future des prix de l'immobilier, les gains que pourront dégager les restructurations, fusions, concentrations, etc. Les cours de la Bourse se gonflent de capitaux et de leurs plus-values futures, et les ménages se trouvent incités par les banques à acheter (entre autres) des actions et des certificats d'investissement immobilier, à accélérer ainsi la hausse des cours, à emprunter à leur banque des sommes croissantes à mesure qu'augmente leur capital fictif boursier.

La capitalisation des anticipations de profit et de croissance entretient l'endettement croissant, alimente l'économie en liquidités dues au recyclage bancaire de plus-values fictives, et permet aux Etats-Unis une « croissance économique » qui, fondée sur l'endettement intérieur et extérieur, est de loin le moteur principal de la croissance mondiale (y compris de la croissance chinoise). L'économie réelle devient un appendice des bulles spéculatives entretenues par l'industrie financière. Jusqu'au moment, inévitable, où les bulles éclatent, entraînant les banques dans des faillites en chaîne, menaçant le système mondial de crédit d'effondrement, l'économie réelle d'une dépression sévère et prolongée (la dépression japonaise dure depuis bientôt quinze ans).

On a beau accuser la spéculation, les paradis fiscaux, l'opacité et le manque de contrôle de l'industrie financière – en particulier des *hedge funds* –, la menace de dépression, voire d'effondrement qui pèse sur l'économie mondiale, n'est pas due au manque de contrôle ; elle est due à l'incapacité du capitalisme de se reproduire. Il ne se perpétue et ne fonctionne que sur des bases fictives de plus en plus précaires. Prétendre redistribuer par voie d'imposition les plus-values fictives des bulles précipiterait cela même que l'industrie financière cherche à éviter : la dévalorisation de masses gigantesques d'actifs financiers et la faillite du système bancaire.

La « restructuration écologique » ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis cent cinquante ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur trois ou quatre d'ici à l'an 2050. Or, selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO<sub>2</sub> devront diminuer de 85 % jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C au maximum. Au-delà de 2 °C, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables.

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une *économie de guerre*. *La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare.* La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer.

La forme barbare nous est déjà familière. Elle prévaut dans plusieurs régions d'Afrique, dominées par des chefs de guerre, par le pillage des ruines de la modernité, les massacres et trafics d'êtres humains, sur fond de famine. Les trois *Mad Max* étaient des récits d'anticipation.

Une forme civilisée de la sortie du capitalisme, en revanche, n'est que très rarement envisagée. L'évocation de la catastrophe climatique qui menace conduit généralement à envisager un nécessaire « changement de mentalité », mais la nature de ce changement, ses conditions de possibilité, les obstacles à écarter semblent défier l'imagination. Envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres modes et moyens de production, et modes de vie passe pour « irréaliste », comme si la société de la marchandise, du salariat et de l'argent était indépassable. En réalité, une foule d'indices convergents suggère que *ce dépassement est déjà amorcé* et que les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité.

2. Le capitalisme doit son expansion et sa domination au pouvoir qu'il a pris en l'espace d'un siècle sur la production et la consommation à la fois. En dépossédant d'abord les ouvriers de leurs moyens de travail et de leurs produits, il s'est assuré progressivement le monopole des moyens de production et la possibilité de subsumer le travail. En spécialisant, divisant et mécanisant le travail dans de grandes installations, il a fait des travailleurs les appendices des mégamachines du capital. Toute appropriation des moyens de production par les producteurs en devenait impossible. En éliminant le pouvoir de ceux-ci sur la nature et la destination des produits, il a assuré au capital le quasi-monopole de l'offre, donc le pouvoir de privilégier dans tous les domaines les productions et les consommations les plus rentables, ainsi que le pouvoir de façonner les goûts et les désirs des consommateurs, la manière dont ils allaient satisfaire leurs besoins. C'est ce pouvoir que la révolution informationnelle commence de fissurer.

Dans un premier temps, l'informatisation a eu pour but de réduire les coûts de production. Pour éviter que cette réduction des coûts entraîne une baisse correspondante du prix des marchandises, il fallait, dans toute la mesure du possible, soustraire celles-ci aux lois du marché. Cette soustraction consiste à conférer aux marchandises des *qualités incomparables* grâce auxquelles elles paraissent *sans équivalent* et cessent par conséquent d'apparaître comme de simples marchandises.

La valeur commerciale (le prix) des produits devait donc dépendre davantage de leurs *qualités immatérielles* non mesurables que de leur utilité (valeur d'usage) substantielle. Ces qualités immatérielles – le style, la nouveauté, le prestige de la marque, la rareté ou l'« exclusivité » – devaient conférer aux produits un statut comparable à celui des œuvres d'art : celles-ci ont une *valeur intrinsèque*, il n'existe aucun étalon permettant d'établir entre elles un *rapport d'équivalence* ou « juste prix ». Ce ne sont donc pas de vraies marchandises. Leur prix dépend de leur rareté, de la

réputation du créateur, du désir de l'acheteur éventuel. Les qualités immatérielles incomparables procurent à la firme productrice l'équivalent d'un monopole et la possibilité de s'assurer une *rente* de nouveauté, de rareté, d'exclusivité. Cette rente masque, compense et, souvent, surcompense la diminution de la valeur au sens économique que la baisse des coûts de production entraîne pour les produits en tant que marchandises par essence échangeables entre elles avec leur rapport d'équivalence. Du point de vue économique, l'innovation ne crée donc pas de valeur ; elle est le moyen de créer de la rareté, source de rente, et d'obtenir un surprix au détriment des produits concurrents. La part de la rente dans le prix d'une marchandise peut être dix, vingt ou cinquante fois plus grand que son coût de revient, et cela ne vaut pas seulement pour les articles de luxe ; cela vaut aussi bien pour des articles d'usage courant comme les baskets, T-shirts, portables, disques, jeans, etc.

Or, la rente n'est pas de même nature que le profit : elle ne correspond pas à la création d'un surcroît de valeur, d'une plus-value. Elle *redistribue* la masse totale de la valeur au profit des entreprises rentières et aux dépens des autres ; elle n'augmente pas cette masse<sup>(11)</sup>.

Lorsque l'accroissement de la rente devient le but déterminant de la politique des firmes – plus important que le profit qui, lui, se heurte à la limite interne indiquée plus haut –, la concurrence entre les firmes porte avant tout sur leur capacité et rapidité d'innovation. C'est d'elle que dépend avant tout la grandeur de leur rente. Elles cherchent donc à se surpasser dans le lancement de nouveaux produits ou modèles ou styles, par l'originalité du *design*, par l'inventivité de leurs campagnes de *marketing*, par la « personnalisation » des produits. L'accélération de l'obsolescence, qui va de pair avec la diminution de la durabilité des produits et de la possibilité de les réparer, devient le moyen décisif d'augmenter le volume des ventes. Elle oblige les firmes à inventer continuellement des besoins et des désirs nouveaux, à conférer aux marchandises une valeur symbolique, sociale, érotique, à diffuser une « culture de la consommation » qui mise sur l'individualisation, la singularisation, la rivalité, la jalousie, bref, sur ce que j'ai appelé ailleurs la « socialisation antisociale ».

Tout s'oppose dans ce système à l'autonomie des individus, à leur capacité de réfléchir ensemble à leurs fins communes et à leurs besoins communs ; de se concerter sur la meilleure manière d'éliminer les gaspillages, d'économiser les ressources, d'élaborer ensemble, en tant que producteurs et consommateurs, une norme commune du suffisant – de ce que Jacques Delors appelait une « abondance frugale ». De toute évidence, la rupture avec la tendance au « produire plus, consommer plus » et la redéfinition d'un modèle de vie visant à *faire plus et mieux avec moins* supposent la rupture avec une civilisation où on ne produit rien de ce qu'on consomme et ne consomme rien de ce qu'on produit ; où producteurs et consommateurs sont séparés et où chacun s'oppose à lui-même en tant qu'il est toujours l'un et l'autre à la fois ; où tous les besoins et tous les désirs sont rabattus sur le besoin de gagner de l'argent et le

désir de gagner plus ; où la possibilité de l'autoproduction pour l'autoconsommation semble hors de portée et ridiculement archaïque – à tort.

Et pourtant, la « dictature sur les besoins » perd de sa force. L'emprise que les firmes exercent sur les consommateurs devient plus fragile en dépit de l'explosion des dépenses pour le *marketing* et la publicité. La tendance à l'autoproduction regagne du terrain en raison du poids croissant qu'ont les contenus immatériels dans la nature des marchandises. Le monopole de l'offre échappe petit à petit au capital.

Il n'est pas difficile de privatiser et de monopoliser des contenus immatériels aussi longtemps que les connaissances, idées, concepts mis en œuvre dans la production et dans la conception des marchandises étaient définis en fonction de machines et d'articles dans lesquels ils étaient incorporés en vue d'un usage précis. Machines et articles pouvaient être brevetés et la position de monopole protégée. La propriété privée de connaissances et de concepts était rendue possible par le fait qu'ils étaient inséparables des objets qui les matérialisaient. Ils étaient une composante du capital fixe.

Mais tout change quand les contenus immatériels ne sont plus inséparables des produits qui les contiennent ni même des personnes qui les détiennent ; quand ils accèdent à une existence indépendante de toute utilisation particulière et qu'ils sont susceptibles, traduits en logiciels, d'être reproduits en quantités illimitées pour un coût infime. Ils peuvent alors devenir un bien abondant qui, par sa disponibilité illimitée, perd toute valeur d'échange et tombe dans le domaine public comme *bien commun* gratuit – à moins qu'on ne réussisse à l'en empêcher en interdisant l'accès et l'usage illimités auxquels il se prête.

Le problème auquel se heurte « l'économie de la connaissance » provient du fait que la dimension immatérielle dont dépend la rentabilité des marchandises n'est pas, à l'âge de l'informatique, de la même nature que ces dernières : elle n'est la *propriété privée* ni des entreprises ni des collaborateurs de celles-ci ; elle n'est pas, de par sa nature privatisable, et ne peut, par conséquent, devenir une vraie marchandise. Elle peut seulement être déguisée en propriété privée et marchandise en réservant son *usage exclusif* par des artifices juridiques ou techniques (codes d'accès secrets). Ce déguisement ne change cependant rien à la réalité de bien commun du bien ainsi déguisé : il reste une non-marchandise non vendable dont l'accès et l'usage libres sont interdits *parce qu'ils demeurent toujours possibles*, parce que le guettent les « copies illicites », les « imitations », les usages interdits. Le soi-disant propriétaire lui-même ne peut les vendre, c'est-à-dire en transférer la propriété privée à un autre, comme il le ferait pour une vraie marchandise ; il ne peut vendre qu'un droit d'accès ou d'usage « sous licence ».

L'économie de la connaissance se donne ainsi pour base une richesse ayant vocation d'être un bien commun, et les brevets et *copyrights* censés le privatiser n'y changent rien : l'aire de la gratuité s'étend irrésistiblement. L'informatique et Internet minent le

règne de la marchandise à sa base. Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais, tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. N'importe qui peut reproduire avec son ordinateur des contenus immatériels comme le *design*, les plans de construction ou de montage, les formules et équations chimiques ; inventer ses propres styles et formes ; imprimer des textes, graver des disques, reproduire des tableaux. Plus de deux cents millions de références sont actuellement accessibles sous licence « *creative commons* ». Au Brésil, où l'industrie du disque commercialise quinze nouveaux CD *par an*, les jeunes *des favelas* en gravent quatre-vingts *par semaine* et les diffusent dans la rue. Les trois quarts des ordinateurs produits en 2004 étaient autoproduits dans les *favelas* avec les composants de matériels mis au rebut. Le gouvernement soutient les coopératives et groupements informels d'autoproduction pour l'auto-provisionnement. Claudio Prado, qui dirige le département de la culture numérique au ministère de la Culture du Brésil, disait récemment : « L'emploi est une espèce en voie d'extinction... Nous comptons sauter cette phase merdique du XX<sup>e</sup> siècle pour passer directement du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup>. » L'autoproduction des ordinateurs par exemple a été officiellement soutenue : il s'agit de favoriser « l'appropriation des technologies par les usagers dans un but de transformation sociale ». La prochaine étape sera logiquement l'autoproduction de moyens de production. J'y reviendrai encore.

Ce qui importe pour le moment, c'est que la principale force productive et la principale force de rentes tombent progressivement dans le domaine public et tendent vers la gratuité ; que la propriété privée des moyens de production et donc le monopole de l'offre deviennent progressivement impossibles ; que, par conséquent, l'emprise du capital sur la consommation se relâche et que celle-ci peut tendre à s'émanciper de l'offre marchande. Il s'agit là d'une rupture qui mine le capitalisme à sa base. La lutte engagée entre les « logiciels propriétaires » et les « logiciels libres » (libre, « *free* » est aussi l'équivalent anglais de « gratuit ») a été le coup d'envoi du conflit central de l'époque. Il s'étend et se prolonge dans la lutte contre la marchandisation de richesses premières – la terre, les semences, le génome, les biens culturels, les savoirs et compétences communs, constitutifs de la culture du quotidien et qui sont les préalables de l'existence d'une société. De la tournure que prendra cette lutte dépend la forme civilisée ou barbare que prendra la sortie du capitalisme.

Cette sortie implique nécessairement que nous nous émancipions de l'emprise qu'exerce le capital sur la consommation et de son monopole des moyens de production. Elle signifie l'unité rétablie du sujet de la production et du sujet de la consommation et donc l'autonomie retrouvée dans la définition de nos besoins et de leur mode de satisfaction. L'obstacle insurmontable que le capitalisme avait dressé sur cette voie était la nature même des moyens de production qu'il avait mis en place : ils constituaient une mégamachine dont tous étaient les serviteurs et qui nous dictait les fins

à poursuivre et la vie à mener. Cette période tire à sa fin. Les moyens d'autoproduction *high-tech* rendent la mégamachine industrielle virtuellement obsolète. Claudio Prado invoque « l'appropriation des technologies » parce que la clé commune de toutes – l'informatique – est appropriable par tous. Parce que, comme le demandait Ivan Illich, « chacun peut l'utiliser sans difficulté aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire [...] sans que l'usage qu'il en fait empiète sur la liberté d'autrui d'en faire autant » ; et parce que cet usage (il s'agit de la définition illichienne des outils conviviaux) « stimule l'accomplissement personnel » et élargit l'autonomie de tous. La définition que Pekka Himanen donne de l'*Ethique hacker*<sup>(12)</sup> est très voisine : un mode de vie qui met au premier rang « les joies de l'amitié, de l'amour, de la libre coopération et de la créativité personnelle ».

Les outils *high-tech* existants ou en cours de développement, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourront être produits dans des ateliers coopératifs ou communaux ; où les activités de production pourront être combinées avec l'apprentissage et l'enseignement, avec l'expérimentation et la recherche, avec la création de nouveaux goûts, parfums et matériaux, avec l'invention de nouvelles formes et techniques d'agriculture, de construction, de médecine, etc. Les ateliers communaux d'autoproduction seront interconnectés à l'échelle du globe, pourront échanger ou mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes. Le travail sera producteur de culture et l'autoproduction, un mode d'épanouissement.

Deux circonstances plaident en faveur de ce type de développement. La première est qu'il existe beaucoup plus de compétences, de talents et de créativité que l'économie capitaliste n'en peut utiliser. Cet excédent de ressources humaines ne peut devenir productif que dans une économie où la création de richesses n'est pas soumise aux critères de rentabilité. La seconde est que « l'emploi est une espèce en voie d'extinction ».

Je ne dis pas que ces transformations radicales se réaliseront. Je dis seulement que, pour la première fois, nous pouvons vouloir qu'elles se réalisent. Les moyens existent ainsi que les gens qui s'y emploient méthodiquement. Il est probable que ce seront des Sud-Américains ou des Sud-Africains qui, les premiers, recréeront dans les banlieues déshéritées des villes européennes les ateliers d'autoproduction de leur *favela* ou de leur *township* d'origine.

## II L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation

*A Dick Howard*

Selon qu'elle est scientifique ou politique, l'écologie recouvre deux démarches distinctes quoique interconnectées. Je mettrai d'abord l'accent sur la différence plus que sur l'interconnexion de leur objet. Car il importe d'éviter que la démarche politique soit présentée comme le résultat qui s'impose avec une « nécessité absolue » à la lumière de l'« analyse scientifique » et que soit réédité sous une nouvelle forme le genre de dogmatisme scientifique et antipolitique qui, dans sa version « diamat », a prétendu élever au rang de nécessités scientifiquement démontrées des pratiques et des conceptions politiques dont le caractère spécifiquement politique se trouvait par là même nié.

En tant que science, l'écologie fait apparaître la civilisation dans son interaction avec l'écosystème terrestre, c'est-à-dire avec ce qui constitue la base naturelle, le contexte non (re) productible de l'activité humaine. A la différence des systèmes industriels, l'écosystème naturel possède une capacité autogénératrice et autoréorganisatrice qui, due à son extrême diversité et complexité, lui permet de s'autoréguler et d'évoluer dans le sens de la complexité et de la diversité croissantes. Cette capacité d'autorégénération et d'autoréorganisation est endommagée par des techniques qui tendent à rationaliser et à dominer la nature, à la rendre prévisible et calculable. « Nos déferlements technologiques, écrit Edgar Morin, perturbent non seulement les cycles biologiques, mais les boucles chimiques primaires. En réponse, on développe des technologies de contrôle qui soulignent les effets de ces maux tout en développant les causes<sup>(13)</sup>. »

### *Expertocratie*

À partir de là, deux approches sont possibles. La première, qui s'appuie sur l'étude scientifique de l'écosystème, cherche à déterminer scientifiquement les techniques et les seuils de pollution écologiquement supportables, c'est-à-dire les conditions et les limites dans lesquelles le développement de la technosphère industrielle peut être poursuivi sans compromettre les capacités autogénératrices de l'écosphère. Cette approche ne rompt pas fondamentalement avec l'industrialisme et son hégémonie de la raison instrumentale. Elle reconnaît la nécessité de limiter le pillage des ressources naturelles et de lui substituer une gestion rationnelle à long terme de l'air, de l'eau, des sols, des forêts et des océans, ce qui implique des politiques de limitation des rejets, de recyclage et de développement de techniques non destructrices pour le milieu naturel.

Les politiques de « préservation du milieu naturel » (lequel en anglais s'appelle *environment*, « environnement » étant un anglicisme) ne tendent donc point, à la différence de l'écologie politique, à une pacification des rapports avec la nature ou à la « réconciliation » avec elle ; elles tendent à la ménager (au double sens de «



ménagement » et de *management*) en prenant en compte la *nécessité* d'en préserver au moins les capacités d'autorégénération les plus fondamentales. De cette nécessité on déduira des mesures qui s'imposent dans l'intérêt de l'humanité tout entière et au respect desquelles les Etats devront contraindre les décideurs économiques et les consommateurs individuels.

La prise en compte de contraintes écologiques par les États se traduira alors par des interdictions, réglementations administratives, taxations, subventions et pénalités. Elle aura donc pour effet de renforcer l'*hétérorégulation* du fonctionnement de la société. Ce fonctionnement devra devenir plus ou moins « éco-compatible » *indépendamment de l'intention propre* des acteurs sociaux. Des « média régulateurs » tels que le pouvoir administratif et le système des prix sont chargés de canaliser les comportements des consommateurs et les décisions des investisseurs vers un but qu'ils n'auront besoin ni d'approuver ni de comprendre pour le réaliser. Ils le réaliseront parce que l'administration aura su fonctionnaliser les motivations et les intérêts individuels en vue d'un résultat qui leur demeure étranger. L'hétérorégulation fiscale et monétaire a, selon ses partisans, l'avantage de conduire au but de l'éco-compatibilité sans que les mentalités, le système des valeurs, les motivations et les intérêts économiques des acteurs sociaux aient à changer. Au contraire, c'est en faisant fond, *tout en les manipulant*, sur ces motivations et ces intérêts, que le but sera atteint. Sa poursuite impliquera ainsi une extension de ce que Habermas a appelé la « colonisation du monde vécu », c'est-à-dire l'utilisation, par les gérants du système, de motivations individuelles existantes pour leur faire produire des résultats ne correspondant à aucune intention des individus.

La prise en compte des contraintes écologiques se traduit ainsi, dans le cadre de l'industrialisme et de la logique du marché, par une extension du pouvoir technobureaucratique. Or, cette approche relève d'une conception prémoderne typiquement antipolitique. Elle abolit l'autonomie du politique en faveur de l'expertocratie, en érigeant l'Etat et les experts d'Etat en juges des contenus de l'intérêt général et des moyens d'y *soumettre* les individus. L'universel est séparé du particulier, l'intérêt supérieur de l'humanité est séparé de la liberté et de la capacité de jugement autonome des individus. Or, comme l'a montré Dick Howard<sup>(14)</sup>, le politique se définit originairement par sa structure bipolaire : il doit être et ne peut rien être d'autre que la médiation publique sans cesse recommencée entre les droits de l'individu, fondés sur son autonomie, et l'intérêt de la société dans son ensemble, qui à la fois fonde et conditionne ces droits. Toute démarche tendant à abolir la tension entre ces deux pôles est une négation du politique et de la modernité à la fois ; et cela vaut en particulier, cela va de soi, pour les expertocraties qui dénie aux individus la capacité de juger et les soumettent à un pouvoir « éclairé » se réclamant de l'intérêt supérieur d'une cause qui dépasse leur entendement.

L'ambiguïté de l'impératif écologique vient de là : à partir du moment où il est pris

à leur compte par les appareils de pouvoir, il sert à renforcer leur domination sur la vie quotidienne et le milieu social, et entre en conflit avec les aspirations originaires du mouvement écologique lui-même en tant que mouvement politico-culturel. Le clivage interne de ce mouvement entre une aile technocratique et une aile radicale-démocratique a là sa raison profonde.

### *Le sens originaire du mouvement*

Le mouvement écologique est né bien avant que la détérioration du milieu et de la qualité de vie pose une question de survie à l'humanité. Il est né originellement d'une protestation spontanée contre la destruction de la *culture du quotidien* par les appareils de pouvoir économique et administratif. Et par « culture du quotidien », j'entends l'ensemble des savoirs intuitifs, des savoir-faire vernaculaires (au sens qu'Ivan Illich donne à ce terme), des habitudes, des normes et des conduites allant de soi, grâce auxquels les individus peuvent interpréter, comprendre et assumer leur insertion dans ce monde qui les entoure.

La « nature » dont le mouvement exige la protection n'est pas la Nature des naturalistes ni celle de l'écologie scientifique : c'est fondamentalement le milieu qui paraît « naturel » parce que ses structures et son fonctionnement sont accessibles à une compréhension intuitive ; parce qu'il correspond au besoin d'épanouissement des facultés sensorielles et motrices ; parce que sa conformation familière permet aux individus de s'y orienter, d'interagir, de communiquer « spontanément » en vertu d'aptitudes qui n'ont jamais eu à être enseignées formellement.

La « défense de la nature » doit donc être comprise originellement comme défense d'un *monde vécu*, lequel se définit notamment par le fait que le résultat des activités correspond aux intentions qui les portent, autrement dit que les individus sociaux y voient, comprennent et maîtrisent l'aboutissement de leurs actes.

Or, plus une société devient complexe, moins son fonctionnement est intuitivement intelligible. La masse des savoirs mise en œuvre dans la production, l'administration, les échanges, le droit dépasse de loin les capacités d'un individu ou d'un groupe. Chacun de ceux-ci ne détient qu'un savoir partiel, spécialisé, que des procédures organisationnelles préétablies, des *appareils*, vont coordonner et organiser en vue d'un résultat qui dépasse ce que les individus sont capables de vouloir. La société complexe ressemble ainsi à une grande machinerie : elle est, en tant que social, un *système* dont le fonctionnement exige des individus *fonctionnellement spécialisés* à la manière des organes d'un corps ou d'une machine. Les savoirs spécialisés en fonction de l'exigence systématique du tout social ne contiennent plus, si complexes et savants qu'ils soient, de ressources culturelles suffisantes pour permettre aux individus de s'orienter dans le monde, de donner sens à ce qu'ils font ou de comprendre le sens de ce à quoi ils concourent. Le système envahit et marginalise le monde vécu, c'est-à-dire le monde accessible à la compréhension intuitive et à la saisie pratico-sensorielle. Il enlève aux individus la possibilité d'avoir un monde et de l'avoir en commun. C'est contre les

différentes formes de cette expropriation qu'une résistance s'est progressivement organisée.

Les premières manifestations de ce qui allait devenir le mouvement écologique<sup>(15)</sup> étaient dirigées, en Amérique du Nord puis en Europe, contre des mégatechnologies en faveur desquelles les industries privées et/ou les administrations publiques dépossédaient les citoyens de leur milieu de vie. Ce milieu était bouleversé, technicisé, bétonné, colonisé pour correspondre aux exigences de la mégamachine industrielle. Celle-ci aliénait aux habitants le peu qu'il leur restait du milieu « naturel », les agressait par des nuisances et, plus fondamentalement, confisquait le domaine public au profit d'appareils techniques qui symbolisaient la *violation par le capital et par l'État du droit des individus* à déterminer eux-mêmes leur façon de vivre ensemble, de produire et de consommer.

Cette violation a été particulièrement flagrante dans le cas de l'électronucléaire : le programme de construction de centrales reposait sur des choix politico-économiques travestis en choix techniquement rationnels et socialement nécessaires. Il prévoyait une croissance très forte des besoins d'énergie, privilégiait les plus fortes concentrations des techniques les plus lourdes pour faire face à ces besoins, créait des corps de techniciens obligés au secret professionnel et à une discipline quasi militaire ; bref, il faisait de l'évaluation des besoins et de la manière de les satisfaire le domaine réservé d'une caste d'experts s'abritant derrière un savoir supérieur, prétendument inaccessible à la population. Il mettait celle-ci en tutelle dans l'intérêt des industries les plus capitalistiques et de la domination renforcée de l'appareil d'État<sup>(16)</sup>. Le même genre de mise en tutelle s'opère de manière plus diffuse dans tous les domaines où la professionnalisation – et la formalisation juridique, la spécialisation qu'elle entraîne – discrédite les savoirs vernaculaires et détruit la capacité des individus à se prendre en charge eux-mêmes. Ce sont là les « professions incapacitantes » (*disabling professions*) qu'Ivan Illich a dénoncées<sup>(17)</sup>.

La résistance à cette destruction de la capacité de se prendre en charge, autrement dit de l'autonomie existentielle des individus et des groupes ou communautés, est à l'origine de composantes spécifiques du mouvement écologique : réseaux d'entraide de malades, mouvements en faveur de médecines alternatives, mouvement pour le droit à l'avortement, mouvement pour le droit de mourir « dans la dignité », mouvement de défense des langues, cultures et « pays », etc. La motivation profonde est toujours de défendre le « monde vécu » contre le règne des experts, contre la quantification et l'évaluation monétaire, contre la substitution de rapports marchands, de clientèle, de dépendance à la capacité d'autonomie et d'autodétermination des individus.

En apparence du moins, le mouvement était purement « culturel ». Dans la mesure où les partis politiques se préoccupaient avant tout du pouvoir de *gérer le système* dans l'intérêt de leurs *clientèles* électorales, le mouvement écologique devait leur paraître antipolitique : son affaire était de « changer la vie », de la soustraire au système et aux

gérants du système en cherchant à gagner sur celui-ci des espaces d'autonomie et de socialité vécues.

Or, à partir de 1972, ces demandes d'apparence culturelle ont reçu un fondement objectif par le rapport d'un groupe de scientifiques britanniques, *Blueprint for Survival*, et, peu après, par le rapport commandité par le Club de Rome, *Limits to Growth*. L'impossibilité de poursuivre dans la voie de la croissance des économies industrielles, la destructivité du modèle capitaliste de développement et de consommation, la rupture du lien entre « plus » et « mieux » rendaient nécessaire un changement radical des techniques et des finalités de la production, donc du mode de vie. Les demandes « culturelles » du mouvement écologique se trouvaient ainsi objectivement fondées par l'urgente nécessité, scientifiquement démontrable, d'une rupture avec l'industrialisme dominant et sa religion de la croissance. L'écologisme *pouvait* donc devenir un mouvement politique puisque la défense du monde vécu n'était pas simplement une aspiration sectorielle et locale sans portée générale, mais se révélait conforme à l'intérêt général de l'humanité et du monde vivant dans son ensemble.

L'inverse toutefois n'est pas vrai : la prise en compte des intérêts écologiques de l'humanité ne prend pas *nécessairement*, nous l'avons vu, la forme, souhaitable du point de vue des individus, d'une défense ou, mieux, d'une reconquête du monde vécu. Elle peut prendre au contraire la forme technocratique d'un renforcement des contraintes et des manipulations exercées par le sous-système administratif. Il est impossible de fonder la politique sur une nécessité ou sur une science sans du même coup le nier dans son autonomie spécifique et établir une « nécessaire » dictature « scientifique », également totalitaire lorsqu'elle se réclame des exigences de l'écosystème que lorsqu'elle se réclame (comme faisait le « diamat ») des « lois du matérialisme dialectique ».

Le problème qui se pose à l'écologie politique est donc celui des modalités pratiques qui permettent la prise en compte des exigences de l'écosystème par le jugement propre d'individus autonomes, poursuivant leur propre fin au sein de leur monde vécu. C'est le problème du couplage rétroactif entre nécessité et normativité ou, si l'on préfère, de la traduction de nécessités objectives en conduites normatives correspondant à des exigences vécues, à la lumière desquelles les nécessités objectives sont à leur tour mises en forme. Ce n'est là rien d'autre que le problème de la démocratie.

### *L'autolimitation*

Chez Marx, ce problème paraissait soluble dans la mesure où l'industrialisme devait engendrer les conditions objectives et la capacité subjective de l'autogestion généralisée. Il devait aboutir à une société (communiste) où

... l'homme social, les producteurs associés règlent de façon rationnelle leurs échanges avec la nature et les soumettent à leur contrôle collectif au

lieu de se laisser aveuglément dominer par eux ; et ils accomplissent ces échanges avec le moins d'efforts possibles et dans les conditions les plus dignes et les plus adéquates à leur nature humaine. Mais la nécessité n'en subsiste pas moins. Et le règne de la liberté ne peut s'édifier que sur le règne de la nécessité<sup>(18)</sup>

La nécessité, autrement dit, est assumée par les producteurs associés selon la double exigence normative du moindre effort et de la plus grande satisfaction dans le travail, d'une part, et de la gestion rationnelle, intelligible pour tout un chacun, des « échanges avec la nature », d'autre part. La rationalité de celle-ci consistera à la fois en un ménagement de l'écosystème et en l'emploi de moyens de production que les producteurs associés puissent maîtriser, c'est-à-dire autogérer au lieu d'être dominés par leur gigantisme et leur complexité.

Dans le cadre de l'autogestion, la liberté reposera sur la faculté des « producteurs associés » d'*arbitrer* entre la quantité et la qualité de travail que requièrent, par unité de produit, différents moyens et différentes méthodes de production ; mais aussi *entre l'étendue des besoins ou des désirs qu'ils souhaitent satisfaire et l'importance de l'effort qu'ils jugent acceptable de déployer*. Cet arbitrage, fondé sur des normes vécues et communes, conduira par exemple à travailler de façon plus détendue et gratifiante (plus « conforme à la nature humaine ») au prix d'une productivité moindre : il conduira aussi à *limiter les besoins et les désirs pour pouvoir limiter l'effort à fournir*. En pratique, la norme selon laquelle on règle le niveau de l'effort en fonction du niveau de satisfaction recherché et *vice versa* le niveau de satisfaction de l'effort auquel on consent, est la norme du *suffisant*.

Or, l'établissement d'une norme du suffisant est incompatible – en raison de l'autolimitation des besoins et de l'effort consenti qu'elle implique – avec la recherche du rendement maximal qui constitue l'essence de la rationalité et de la rationalisation économiques. De fait, la rationalité économique n'a jamais pu s'exprimer conformément à son essence dans les sociétés précapitalistes. Elle y a toujours été endiguée et entravée (*embedded* selon l'expression de Karl Polanyi) par des ententes entre producteurs et entre marchands pour interdire la libre concurrence sur des marchés libres. Elle n'a jamais pu être imposée aux producteurs tant qu'ils étaient maîtres de leurs moyens de production et libres, par conséquent, de déterminer eux-mêmes l'intensité, la durée et les horaires de leur travail. Le recul de l'autoproduction et l'expansion de la production pour le marché n'y ont rien changé : les corporations ou les guildes dictaient aux marchands des prix uniformes pour chaque qualité par elles définies et prohibaient sévèrement toute forme de concurrence. Les rapports entre producteurs et marchands étaient immuablement contractuels et les marchands eux-mêmes trouvaient leur compte dans le fait qu'ils étaient abrités contre la concurrence sur un marché libre. La norme du *suffisant* – gain suffisant pour l'artisan, bénéfice suffisant pour le marchand – était si bien enracinée dans le mode de vie traditionnel

qu'il était impossible d'obtenir des ouvriers un travail plus intense ou plus prolongé en leur promettant un gain plus élevé. L'ouvrier « ne se demandait pas, écrit Max Weber, combien puis-je gagner par jour si je fournis le plus de travail possible, mais : combien dois-je travailler pour gagner les deux marks cinquante que je recevais jusqu'à présent et qui couvrent mes besoins courants(19). »

Dans le livre premier du *Capital*, Marx cite une vaste littérature qui atteste l'extrême difficulté qu'eurent les patrons des manufactures et des premières « fabriques automatiques » à obtenir de leur main-d'œuvre un travail régulier, à plein temps, jour après jour et semaine après semaine. Pour les y contraindre, il ne suffisait pas – comme l'avaient fait les manufacturiers – de leur enlever la *propriété* des moyens de production, il fallait également, après avoir ruiné l'artisanat, réduire la rémunération des ouvriers par unité de produit afin de les contraindre à travailler plus pour obtenir le *suffisant* ; et il fallait, à cette fin, leur enlever la *maîtrise* des moyens de production afin de pouvoir leur imposer une organisation et une division du travail par lesquelles la nature, la quantité et l'intensité du travail à fournir leur seraient dictées comme des contraintes coulées dans la matière.

La mécanisation était le moyen par excellence de parvenir à ce résultat : elle substituait aux moyens de production mus et maniés par les ouvriers, des machines

... mues par un automate qui se meut lui-même comme l'instrument de travail du travailleur individuel [...] L'activité de l'ouvrier, réduite à une pure abstraction, est déterminée et réglée de tous côtés par le mouvement de la machinerie [...] La science qui contraint les membres inanimés de la machinerie à fonctionner, de par sa construction, comme un automate remplissant sa mission, cette science n'existe pas dans la conscience de l'ouvrier mais agit sur lui comme une puissance étrangère, la puissance de la machine. L'appropriation du travail vivant par le travail matérialisé [...], inhérente au concept de capital, est posée dans la production fondée sur la machinerie comme un caractère du processus de production lui-même(20).

Le travailleur individuel n'est « plus qu'un accessoire vivant de cette machinerie », sa « capacité de travail disparaît comme infiniment petite, de même que *disparaît* dans le produit *tout rapport au besoin immédiat* du producteur et donc à la valeur d'usage immédiate »(21).

On ne saurait mieux dire que l'instrument de travail est ainsi rendu *inappropriable* pour le travailleur et que cette séparation du travailleur d'avec le produit et la séparation du travailleur d'avec le travail lui-même qui, désormais, existe à l'extérieur de lui comme l'exigence muette, coulée dans l'organisation matérielle, de tâches quantifiées, prédéterminées et rigoureusement programmées, demandent à être remplies(22).

C'est sur la base de cette triple dépossession seulement que la production peut s'émanciper de l'arbitrage des producteurs directs, c'est-à-dire devenir indépendante

du rapport entre les besoins et les désirs qu'ils éprouvent, l'importance de l'effort qu'ils sont disposés à fournir pour les satisfaire, l'intensité, la durée et la qualité de cet effort.

C'est encore cette triple dépossession qui a permis des spécialisations fonctionnelles de plus en plus étroites, l'accumulation et la combinaison, dans un même processus de production, d'une masse de savoirs techno-scientifiques relevant de disciplines hétérogènes, incapables de communiquer et de se coordonner entre elles, et dont l'organisation productive requérait un état-major et une structure pyramidale quasi militaire.

C'est sur cette base seulement que l'industrialisation, c'est-à-dire l'accumulation du capital, a été possible. C'est seulement en séparant les producteurs directs des moyens de production et du résultat de la production qu'il a été possible de leur faire produire des surplus dépassant leurs besoins et d'utiliser ces « surplus économiques » à la multiplication des moyens de production et à l'accroissement de leur puissance. A supposer, en effet, que les moyens de production industriels aient été développés originellement par les producteurs associés eux-mêmes, les entreprises seraient restées maîtrisables par eux, ils n'auraient cessé d'autolimiter *et* leurs besoins *et* la nature et l'intensité de leur travail. Par conséquent, l'industrialisation n'aurait pas abouti à des concentrations que leur taille et leur complexité soustraient au pouvoir d'arbitrage des producteurs. Le « développement économique » n'aurait pu dépasser un certain seuil, la concurrence aurait été contenue et la norme du suffisant aurait continué de régler les « échanges avec la nature ».

En éliminant le pouvoir des producteurs directs dans et sur la production, le capital a finalement pu émanciper la production vis-à-vis des besoins ressentis et sélectionner ou créer les besoins, ainsi que la manière de les satisfaire, en fonction du critère de la plus grande rentabilité. La production est ainsi devenue, avant tout, un *moyen* pour le capital de s'accroître ; elle est avant tout au service des « besoins » du capital et ce n'est que dans la mesure où le capital a besoin de consommateurs pour ses produits que la production est aussi au service de besoins humains. Ces besoins, toutefois, ne sont plus des besoins ou des désirs « naturels », spontanément éprouvés, ce sont des besoins et des désirs *produits* en fonction des besoins de rentabilité du capital. Le capital se sert des besoins qu'il sert en vue de son propre accroissement, lequel demande en retour la croissance des besoins. Le modèle de consommation du capitalisme développé résulte ainsi de l'exigence propre au capital de créer le plus grand nombre possible de besoins et de les satisfaire par le plus grand flux possible de marchandises. La recherche de l'efficacité maximale dans la mise en valeur du capital exige ainsi l'inefficacité maximale dans la couverture des besoins : le gaspillage maximum.

Cette autonomisation de la production aurait été beaucoup plus difficile si les travailleurs avaient pu proportionner leur durée de travail au revenu dont ils estimaient avoir besoin. A mesure que la productivité et les salaires s'élevaient, une fraction



croissante de la population active aurait choisi, ou pu choisir, de travailler moins et d'autolimiter la croissance de sa consommation. Cette tendance s'est, en fait, réaffirmée à l'apogée de l'anarcho-syndicalisme sous la forme du travail intermittent ou de la semaine de trois à quatre jours pratiquée dans la métallurgie parisienne, entre autres, par les « sublimes simples » et les « vrais sublimes » dont parle Poulot<sup>(23)</sup>. Contre cette réapparition d'une autolimitation selon la norme du suffisant, une réglementation stricte des conditions d'embauché a été introduite en Angleterre en 1910 : elle réservait l'embauche à ceux et à celles qui s'engageaient à travailler à plein temps. En faisant du plein temps la condition de l'emploi, le capital ne s'assurait pas seulement la domination sur la main-d'œuvre, la prévisibilité du rendement et du coût du travail, il étendait sa domination sur le mode de vie des travailleurs. Il ne laissait de place, dans leur vie, que pour le travail fonctionnel et rémunéré au service du capital, d'une part, et la consommation au service du capital, d'autre part. L'individu social devait se définir comme travailleur-consommateur, comme « client » du capital en tant qu'il dépendait à la fois du salaire perçu et des marchandises achetées. Il devait ne produire rien de ce qu'il consommait, ne consommer rien de ce qu'il produisait, n'avoir aucune existence sociale et publique, en dehors de celle qui était médiée par le capital : le temps de non-travail devait demeurer le temps de l'existence *privée*, du divertissement, du repos, de la vacance. C'est à la demande de réduire la durée du travail que le patronat a toujours opposé la résistance la plus âpre. Il a préféré accorder des congés payés plus longs. Car les vacances sont, par excellence, une *interruption* programmée de la vie active, temps de pure consommation, qui ne s'intègre pas dans la vie de tous les jours, ne l'enrichit pas de dimensions nouvelles, ne lui confère pas une autonomie accrue ni un autre contenu que celui du rôle professionnel.

### *L'autolimitation comme projet social*

Dans des sociétés industrielles complexes, il est impossible d'obtenir une restructuration éco-compatible de la production et de la consommation en rendant simplement aux travailleurs le droit d'autolimiter leur effort, autrement dit : la possibilité de choisir leur temps de travail, le droit au « temps choisi ». Aucune *corrélation évidente* n'existe, en effet, entre le volume de la production et le temps de travail. L'automatisation ayant aboli cette corrélation en permettant de produire de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail, « le travail cesse d'être la mesure de la richesse et le temps de travail la mesure du travail » (Marx). De plus, la diminution du volume de travail nécessaire ne bénéficie pas à l'ensemble de la population active potentielle et n'apporte pas une émancipation ou un espoir d'autonomie accrue ni aux actifs ni aux chômeurs. Enfin, il n'existe aucune norme communément acceptée de suffisant qui pourrait servir de référence à l'autolimitation. Et pourtant, celle-ci demeure la seule voie non autoritaire, démocratique vers une civilisation industrielle éco-compatible.

La difficulté que nous rencontrons ici n'est pourtant absolument pas insurmontable.

Elle signifie essentiellement que le capitalisme a aboli tout ce qui, dans la tradition, dans le mode de vie, dans la civilisation quotidienne, pouvait servir d'ancrage à une norme commune du suffisant ; et qu'il a aboli en même temps la perspective que le choix de travailler et de consommer moins puisse donner accès à une vie meilleure et plus libre. Ce qui a été aboli n'est cependant pas impossible à rétablir. Seulement, ce rétablissement ne peut se fonder sur une tradition ni sur des corrélations existantes : il doit être institué ; il relève du politique, plus précisément de l'écopolitique et du projet écosocial.

Le sens fondamental d'une politique écosociale, telle qu'elle a été longuement débattue par les Verts allemands(24) et européens durant les années 1980 et telle qu'elle émerge aujourd'hui dans l'écologie politique française(25), est de *rétablir politiquement la corrélation entre moins de travail et moins de consommation d'une part, plus d'autonomie et plus de sécurité existentielles, d'autre part, pour chacun et chacune*. Il s'agit, autrement dit, de garantir institutionnellement aux individus qu'une réduction générale de la durée de travail ouvrira à tous les avantages que chacun pouvait en obtenir jadis pour lui-même : une vie plus libre, plus détendue et plus riche. L'autolimitation se déplace ainsi du niveau du choix individuel au niveau du projet social. La norme du suffisant, faute d'ancrage traditionnel, est à définir politiquement.

Sans entrer ici dans le détail de questions que j'ai discutées ailleurs, je rappelle seulement que la politique écosociale consiste principalement à rendre la garantie d'un revenu suffisant indépendant de la durée du travail (laquelle ne peut que décroître) et éventuellement du travail lui-même ; à redistribuer le travail socialement nécessaire de manière que tout le monde puisse travailler et travailler à la fois mieux et moins ; à créer des espaces d'autonomie dans lesquels le temps libéré du travail puisse être employé par les individus à des activités de leur choix, y compris des autoproductions de biens et de services qui réduiront leur dépendance du marché et des prises en charge professionnelles ou administratives, et leur permettront de reconstituer un tissu de solidarités et de socialité vécues, fait de réseaux d'aide mutuelle, d'échange de services, de coopératives informelles. La libération du temps, la libération du travail hétéronome, fonctionnellement spécialisé, doivent être conçues comme une politique d'ensemble qui demande aussi qu'on repense l'architecture et l'urbanisme, les équipements et services publics, les rapports ville-campagne, de manière à décroiser les sphères de vie et d'activité, à favoriser les échanges auto-organisés(26).

L'écologie politique fait ainsi des changements écologiquement *nécessaires* dans la manière de produire et de consommer le levier de changements normativement *souhaitables* dans le mode de vie et les relations sociales. La défense du *milieu de vie* au sens écologique et la reconstitution d'un *monde vécu* se conditionnent et se soutiennent l'une l'autre. L'une et l'autre exigent que la vie et le milieu de vie soient soustraits à la domination de l'économique, que croissent les sphères d'activité dans lesquelles la rationalité économique ne s'applique pas. Cette exigence, en vérité, est

aussi vieille que la civilisation. Depuis le ricardien anonyme dont Marx aimait à citer le pamphlet daté de 1821 jusqu'à Keynes et Leontieff, les grands théoriciens de l'économie moderne ont tous fait du temps rendu disponible (du *disposable time*) pour les activités « qui valent pour elles-mêmes comme leur propre fin » (« *die sich als Selbstzweck gilt* », selon l'expression de Marx dans les *Grundrisse*) « la vraie mesure de la richesse ». Ce qui revient à dire : l'activité économique n'a de sens qu'au service d'autre chose qu'elle-même. C'est que l'économie est par excellence une forme de la « raison cognitive-instrumentale », c'est-à-dire une science du calcul de l'efficacité des moyens et du choix des moyens les plus efficaces à mettre en œuvre en vue d'une fin. Elle est inapplicable aux fins qui ne sont pas distinctes des moyens employés, et elle ne peut pas elle-même déterminer les fins à réaliser. Quand aucune fin ne lui est prescrite, elle choisit les fins pour lesquelles elle dispose des moyens les plus efficaces : elle prendra pour but la croissance de la sphère dans laquelle sa rationalité peut se déployer et tendra à lui soumettre toutes les autres sphères, y compris la vie et les bases naturelles de la vie.

Cette domination de la rationalité économique sur toutes les autres formes de rationalité est l'essence du capitalisme. Laissé à lui-même, il aboutirait à l'extinction de la vie et donc de lui-même. S'il doit avoir un sens, ce ne peut être que de créer les conditions de sa propre suppression.

### III

#### L'idéologie sociale de la bagnole

Le vice profond des bagnoles, c'est qu'elles sont comme les châteaux ou les villas sur la Côte : des biens de luxe inventés pour le plaisir exclusif d'une minorité de très riches et que rien, dans leur conception et leur nature, ne destinait au peuple. A la différence de l'aspirateur, de l'appareil de TSF ou de la bicyclette, qui gardent toute leur valeur d'usage quand tout le monde en dispose, la bagnole, comme une villa sur la Côte, n'a d'intérêt et d'avantages que dans la mesure où la masse n'en dispose pas. C'est que, par sa conception comme par sa destination originelle, la bagnole est un bien de luxe. Et le luxe, par essence, cela ne se démocratise pas : si tout le monde accède au luxe, plus personne n'en tire d'avantages ; au contraire : tout le monde roule, frustre et dépossède les autres et est frustré, roulé et dépossédé par eux.

La chose est assez communément admise, s'agissant des villas sur la Côte. Aucun démagogue n'a encore osé prétendre que démocratiser le droit aux vacances, c'était appliquer le principe : *Une villa avec plage privée pour chaque famille française*. Chacun comprend que si chacune des treize ou quatorze millions de familles devait disposer ne serait-ce que de dix mètres de côte, il faudrait 140 000 km de plage pour que tout le monde soit servi ! En attribuer à chacun sa portion, c'est découper les plages en bandes si petites – ou serrer les villas si près les unes contre les autres – que leur valeur d'usage en devient nulle et que disparaît leur avantage par rapport à un complexe hôtelier. Bref, la démocratisation de l'accès aux plages n'admet qu'une seule solution : la solution collectiviste. Et cette solution passe obligatoirement par la guerre au luxe, que constituent les plages privées, privilège qu'une petite minorité s'arroge *aux dépens* de tous.

Or, ce qui est parfaitement évident pour les plages, pourquoi n'est-ce pas communément admis pour les transports ? Une bagnole, de même qu'une villa avec plage, n'occupe-t-elle pas un *espace rare* ? Ne spolie-t-elle pas les autres usagers de la chaussée (piétons, cyclistes, usagers des trams ou bus) ? Ne perd-elle pas toute valeur d'usage quand tout le monde utilise la sienne ? Et pourtant les démagogues abondent, qui affirment que chaque famille a droit à au moins une bagnole et que c'est à l'« État » qu'il appartient de faire en sorte que chacun puisse stationner à son aise, rouler à son aise en ville et partir *en même temps* que tous les autres, à 150 km/h sur les routes du week-end ou des vacances.

La monstruosité de cette démagogie saute aux yeux et pourtant la gauche ne dédaigne pas d'y recourir. Pourquoi la bagnole est-elle traitée en vache sacrée ? Pourquoi, à la différence des autres biens « privatifs », n'est-elle pas reconnue comme un luxe antisocial ? La réponse doit être cherchée dans les deux aspects suivants de l'automobilisme.

1. L'automobilisme de masse matérialise un triomphe absolu de l'idéologie bourgeoise au niveau de la pratique quotidienne : il fonde et entretient en chacun la

croyance illusoire que chaque individu peut prévaloir et s'avantager *aux dépens de tous*. L'égoïsme agressif et cruel du conducteur qui, à chaque minute, assassine symboliquement « les autres », qu'il ne perçoit plus que comme des gênes matérielles et des obstacles à sa propre vitesse, cet égoïsme agressif et compétitif est l'avènement, grâce à l'automobilisme quotidien, d'un *comportement universellement bourgeois* (« *On ne fera jamais le socialisme avec ces gens-là* », me disait un ami est-allemand, consterné par le spectacle de la circulation parisienne).

2. L'automobile offre l'exemple contradictoire d'un objet de luxe qui a été dévalorisé par sa propre diffusion. Mais cette dévalorisation pratique n'a pas encore entraîné sa dévalorisation idéologique : le mythe de l'agrément et de l'avantage de la bagnole persiste alors que les transports collectifs, s'ils étaient généralisés, démontreraient une supériorité éclatante. La persistance de ce mythe s'explique aisément : la généralisation de l'automobilisme individuel a évincé les transports collectifs, modifié l'urbanisme et l'habitat et transféré sur la bagnole les fonctions que sa propre diffusion a rendues nécessaires. Il faudra une révolution idéologique (« culturelle ») pour briser ce cercle. Il ne faut évidemment pas l'attendre de la classe dominante (de droite ou de gauche).

Voyons maintenant ces deux points de plus près.

Quand la voiture a été inventée, elle devait procurer à quelques bourgeois très riches un privilège tout à fait inédit : celui de rouler beaucoup plus vite que tous les autres. Personne, jusque-là, n'y avait encore songé : la vitesse des diligences était sensiblement la même, que vous fussiez riches ou pauvres ; la calèche du seigneur n'allait pas plus vite que la charrette du paysan, et les trains emmenaient tout le monde à la même vitesse (ils n'adoptèrent des vitesses différenciées que sous la concurrence de l'automobile et de l'avion). Il n'y avait donc pas, jusqu'au tournant du dernier siècle, une vitesse de déplacement pour l'élite, une autre pour le peuple. L'auto allait changer cela : elle étendait, pour la première fois, la différence de classe à la vitesse et au moyen de transport.

Ce moyen de transport parut d'abord inaccessible à la masse tant il était différent des moyens ordinaires : il n'y avait aucune commune mesure entre l'automobile et tout le reste : la charrette, le chemin de fer, la bicyclette ou l'omnibus à cheval. Des êtres d'exception se promenaient à bord d'un véhicule autottracté, pesant une bonne tonne et dont les organes mécaniques, d'une complication extrême, étaient d'autant plus mystérieux que dérobés aux regards. Car il y avait aussi cet aspect-là, qui pesa lourd dans le mythe automobile : pour la première fois, des hommes chevauchaient des véhicules individuels dont les mécanismes de fonctionnement leur étaient totalement inconnus, dont l'entretien et même l'alimentation devaient être confiés par eux à des spécialistes.

Paradoxe de la voiture automobile : en apparence, elle conférait à ses propriétaires une indépendance illimitée, leur permettant de se déplacer aux heures et sur les

itinéraires de leur choix, à une vitesse égale ou supérieure à celle du chemin de fer. Mais, en réalité, cette autonomie apparente avait pour envers une dépendance radicale : à la différence du cavalier, du charretier ou du cycliste, l'automobiliste allait dépendre, pour son alimentation en énergie, comme d'ailleurs pour la réparation de la moindre avarie, des marchands et spécialistes de la carburation, de la lubrification, de l'allumage et de l'échange des pièces standard. À la différence de tous les propriétaires passés de moyens de locomotion, l'automobiliste allait avoir un rapport *d'usager* et de *consommateur* – et non pas de *possesseur* et de *maître* – au véhicule dont, formellement, il était le propriétaire. Ce véhicule, autrement dit, allait l'obliger à consommer et à utiliser une foule de services marchands et de produits industriels que seuls des tiers pourraient lui fournir. L'autonomie apparente du propriétaire d'une automobile recouvrait sa radicale dépendance.

Les magnats du pétrole perçurent les premiers le parti que l'on pourrait tirer d'une large diffusion de l'automobile : si le peuple pouvait être amené à rouler en voiture à moteur, on pourrait lui vendre l'énergie nécessaire à sa propulsion. Pour la première fois dans l'histoire, les hommes deviendraient tributaires pour leur locomotion d'une source d'énergie marchande. Il y aurait autant de clients de l'industrie pétrolière que d'automobilistes – et comme il y aurait autant d'automobilistes que de familles, le peuple tout entier allait devenir client des pétroliers. La situation dont rêve tout capitaliste allait se réaliser : tous les hommes allaient dépendre pour leurs besoins quotidiens d'une marchandise dont une seule industrie détiendrait le monopole.

Il ne restait qu'à amener le peuple à rouler en voiture. Le plus souvent, on croit qu'il ne se fit pas prier : il suffisait, par la fabrication en série et le montage à la chaîne, d'abaisser suffisamment le prix d'une bagnole ; les gens allaient se précipiter pour l'acheter. Ils se précipitèrent bel et bien, sans se rendre compte qu'on les menait par le bout du nez. Que leur promettait, en effet, l'industrie automobile ? Tout bonnement ceci : « *Vous aussi, désormais, aurez le privilège de rouler, comme les seigneurs et bourgeois, plus vite que tout le monde. Dans La société de l'automobile, le privilège de l'élite est mis à votre portée.* »

Les gens se ruèrent sur les bagnoles jusqu'au moment où, les ouvriers y accédant à leur tour, les automobilistes constatèrent, frustrés, qu'on les avait bien eus. On leur avait promis un privilège de bourgeois ; ils s'étaient endettés pour y avoir accès et voici qu'ils s'apercevaient que tout le monde y accédait en même temps. Mais qu'est-ce qu'un privilège si tout le monde y accède ? C'est un marché de dupes. Pis, c'est chacun contre tous. C'est la paralysie générale par empoignade générale. Car lorsque tout le monde prétend rouler à la vitesse privilégiée des bourgeois, le résultat, c'est que rien ne roule plus, que la vitesse de circulation urbaine tombe – à Boston comme à Paris, à Rome ou à Londres – au-dessous de celle de l'omnibus à cheval et que la moyenne, sur les routes de dégagement, en fin de semaine, tombe au-dessous de la vitesse d'un cycliste.

Rien n'y fait : tous les remèdes ont été essayés, ils aboutissent tous, en fin de compte, à aggraver le mal. Que l'on multiplie les voies radiales et les voies circulaires, les transversales aériennes, les routes à seize voies et à péage, le résultat est toujours le même : plus il y a de voies de desserte, plus il y a de voitures qui y affluent et plus est paralysante la congestion de la circulation urbaine. Tant qu'il y aura des villes, le problème restera sans solution : si large et rapide que soit une voie de dégagement, la vitesse à laquelle les véhicules la quittent, pour pénétrer dans la ville, ne peut être plus grande que la vitesse à laquelle ils se diffusent dans le réseau urbain. Tant que la vitesse moyenne, dans Paris, sera de 10 à 20 km/h, selon les heures, on ne pourra quitter à plus de 10 ou 20 km/h les périphériques et autoroutes desservant la capitale. On les quittera même à des vitesses beaucoup plus faibles dès que les accès seront saturés et ce ralentissement se répercutera à des dizaines de kilomètres en amont s'il y a saturation de la route d'accès.

Il en va de même pour toute ville. Il est impossible de circuler à plus de 20 km/h de moyenne dans le labyrinthe de rues, avenues et boulevards entrecroisés qui, à ce jour, étaient le propre des *villes*. Toute injection de véhicules plus rapides perturbe la circulation urbaine en provoquant des goulots et finalement la paralysie.

Si la voiture doit prévaloir, il reste une seule solution : supprimer les villes, c'est-à-dire les étaler sur des centaines de kilomètres, le long de voies monumentales, de banlieues autoroutières. C'est ce qu'on a fait aux États-Unis. Ivan Illich en résume [\(27\)](#) le résultat en ces chiffres saisissants :

L'Américain type consacre plus de mille cinq cents heures par an (soit trente heures par semaine, ou encore quatre heures par jour, dimanches compris) à sa voiture : cela comprend les heures qu'il passe derrière le volant, en marche ou à l'arrêt ; les heures de travail nécessaires pour la payer et pour payer l'essence, les pneus, les péages, l'assurance, les contraventions et impôts... À cet Américain, il faut donc mille cinq cents heures pour faire (dans l'année) 10 000 km. Six kilomètres lui prennent une heure. Dans les pays privés d'industrie des transports, les gens se déplacent à exactement cette même vitesse en allant à pied, avec l'avantage supplémentaire qu'ils peuvent aller n'importe où et pas seulement le long des routes asphaltées.

Il est vrai, précise Illich, que dans les pays non industrialisés, les déplacements n'absorbent que 3 à 8 % du temps social (ce qui correspond vraisemblablement de deux à six heures *par semaine*). Conclusion suggérée par Illich : l'homme à pied couvre autant de kilomètres en une heure consacrée au transport que l'homme à moteur, mais il consacre à ses déplacements cinq à dix fois moins de temps que ce dernier. Moralité : plus une société diffuse des véhicules rapides, plus – passé un certain seuil – les gens y passent et y perdent de temps à se déplacer. C'est mathématique.

La raison ? Mais nous venons à l'instant de la voir : on a éclaté les agglomérations



en interminables banlieues autoroutières, car c'était le seul moyen d'éviter la congestion véhiculaire des centres d'habitation. Mais cette solution a un revers évident : les gens, finalement, ne peuvent circuler à l'aise que parce qu'ils sont loin de tout. Pour faire place à la bagnole, on a multiplié les distances : on habite loin du lieu de travail, loin de l'école, loin du supermarché – ce qui va exiger une deuxième voiture pour que la « femme au foyer » puisse faire les courses et conduire les enfants à l'école. Des sorties ? Il n'en est pas question. Des amis ? Il y a les voisins... et encore. La voiture, en fin de compte, fait perdre plus de temps qu'elle n'en économise et crée plus de distances qu'elle n'en surmonte. Bien sûr, vous pouvez vous rendre à votre travail en faisant du 100 km/h ; mais c'est parce que vous habitez à 50 km de votre *job* et acceptez de perdre une demi-heure pour couvrir les dix derniers kilomètres. Bilan : « *Les gens travaillent une bonne partie de la journée pour payer les déplacements nécessaires pour se rendre au travail.* » (Ivan Illich.)

Vous direz peut-être : « *Au moins, de cette façon, on échappe à l'enfer de la ville une fois finie la journée de travail.* » Nous y sommes. Voilà bien l'aveu. « La ville » est ressentie comme « l'enfer », on ne pense qu'à s'en évader ou à aller vivre en province, alors que, pour des générations, la grande ville, objet d'émerveillements, était le seul endroit où il valût la peine de vivre. Pourquoi ce revirement ? Pour une seule raison : la bagnole a rendu la grande ville inhabitable. Elle l'a rendue puante, bruyante, asphyxiante, poussiéreuse, engorgée, au point que les gens n'ont plus envie de sortir le soir. Alors, puisque les bagnoles ont tué la ville, il faut davantage de bagnoles encore plus rapides pour fuir sur des autoroutes vers des banlieues encore plus lointaines. Impeccable circularité : donnez-nous plus de bagnoles pour fuir les ravages que causent les bagnoles.

D'objet de luxe et de source de privilège, la bagnole est ainsi devenue l'objet d'un besoin vital : il en faut une pour s'évader de l'enfer citadin de la bagnole. Pour l'industrie capitaliste, la partie est donc gagnée : le superflu est devenu nécessaire. Inutile désormais de persuader les gens qu'ils désirent une bagnole : sa nécessité est inscrite dans les choses. Il est vrai que d'autres doutes peuvent surgir lorsqu'on voit l'évasion motorisée le long des axes de fuite : entre 8 h et 9 h 30 le matin, entre 17 h 30 et 19 h le soir et, les fins de semaine, cinq à six heures durant, les moyens d'évasion s'étirent en processions, pare-chocs contre pare-chocs, à la vitesse (au mieux) d'un cycliste et dans un grand nuage d'essence au plomb. Que reste-t-il des avantages de la bagnole ? Que reste-t-il quand, comme c'était inévitable, la vitesse plafond sur les routes est limitée à celle, précisément, que peut atteindre la voiture de tourisme *la plus lente* ?

Juste retour des choses : après avoir tué la ville, la bagnole tue la bagnole. Après avoir promis à tout le monde qu'on irait plus vite, l'industrie automobile aboutit au résultat rigoureusement prévisible que tout le monde va plus lentement que le plus lent de tous, à une vitesse déterminée par les lois simples de la dynamique des fluides. Pis :

inventée pour permettre à son propriétaire d'aller où il veut, à l'heure et à la vitesse de son choix, la bagnole devient, de tous les véhicules, le plus serf, aléatoire, imprévisible et incommode : vous avez beau choisir une heure extravagante pour votre départ, vous ne savez jamais quand les bouchons vous permettront d'arriver. Vous êtes rivé à la route (à l'autoroute) aussi inexorablement que le train à ses rails. Vous ne pouvez, pas plus que le voyageur ferroviaire, vous arrêter à l'improviste, et vous devez, tout comme dans un train, avancer à une vitesse déterminée par d'autres. En somme, la bagnole a tous les désavantages du train – plus quelques-uns qui lui sont spécifiques : vibrations, courbatures, dangers de collision, nécessité de conduire le véhicule – sans aucun de ses avantages.

Et pourtant, direz-vous, les gens ne prennent pas le train. Parbleu : comment le prendraient-ils ? Avez-vous déjà essayé d'aller de Boston à New York en train ? Ou d'Ivry au Tréport ? Ou de Garches à Fontainebleau ? Ou de Colombes à L'Isle-Adam ? Avez-vous essayé en été, le samedi ou le dimanche ? Eh bien, essayez donc, courage ! Vous constaterez que le capitalisme automobile a tout prévu : au moment où la bagnole allait tuer la bagnole, il a fait disparaître les solutions de rechange : façon de rendre la bagnole obligatoire. Ainsi, l'Etat capitaliste a d'abord laissé se dégrader, puis il a supprimé les liaisons ferroviaires entre les villes, leurs banlieues et leur couronne de verdure. Seules ont trouvé grâce à ses yeux les liaisons interurbaines à grande vitesse qui disputent aux transports aériens leur clientèle bourgeoise. L'aérotrain, qui aurait pu mettre les côtes normandes ou les lacs du Morvan à la portée des pique-niqueurs parisiens du dimanche, servira à faire gagner quinze minutes entre Paris et Pontoise et à déverser à ses terminus plus de voyageurs saturés de vitesse que les transports urbains n'en pourront recevoir. Ça, c'est du progrès !

La vérité, c'est que personne n'a vraiment le choix : on n'est pas libre d'avoir une bagnole ou non parce que l'univers suburbain est agencé en fonction d'elle – et même, de plus en plus, l'univers urbain. C'est pourquoi la solution révolutionnaire idéale, qui consiste à supprimer la bagnole au profit de la bicyclette, du tramway, du bus et du taxi sans chauffeur, n'est même plus applicable dans les cités autoroutières comme Los Angeles, Détroit, Houston, Trappes ou même Bruxelles, modelées pour et par l'automobile. Vides, éclatées, s'étirant le long de rues vides où s'alignent des pavillons tous semblables et où le paysage (le désert) urbain signifie : « *Ces rues sont faites pour rouler aussi vite que possible du lieu de travail au domicile et vice versa. On y passe, on n'y demeure pas. Chacun, son travail terminé, n'a qu'à rester chez soi et toute personne retrouvée dans la rue la nuit tombée doit être tenue pour suspecte de préparer un mauvais coup.* » Dans un certain nombre de villes américaines, le fait de flâner à pied la nuit dans les rues est d'ailleurs considéré comme un délit.

Alors, la partie est-elle perdue ? Non pas : mais l'alternative à la bagnole ne peut être que globale. Car pour que les gens *puissent* renoncer à *leur* bagnole, il ne suffit point de leur offrir des moyens de transports collectifs plus commodes : *il faut qu'ils*

*puissent ne pas se faire transporter du tout* parce qu'ils se sentiront chez eux dans leur quartier, leur commune, leur ville à l'échelle humaine, *et qu'ils prendront plaisir à aller à pied de leur travail à leur domicile* – à pied ou, à la rigueur, à bicyclette. Aucun moyen de transport rapide et d'évasion ne compensera jamais le malheur d'habiter une ville inhabitable, de n'y être chez soi nulle part, d'y *passer* seulement pour travailler ou, au contraire, pour s'isoler et dormir.

« *Les usagers, écrit Illich, briseront les chaînes du transport surpuissant lorsqu'ils se remettront à aimer comme un territoire leur îlot de circulation, et à redouter de s'en éloigner trop souvent.* » Mais, précisément, pour pouvoir aimer « son territoire », il faudra d'abord qu'il soit rendu *habitable* et non pas *circulable* : que le quartier ou la commune redevienne le microcosme modelé par et pour toutes les activités humaines, où les gens travaillent, habitent, se détendent, s'instruisent, communiquent, s'ébrouent et gèrent en commun le milieu de leur vie commune. Comme on lui demandait une fois ce que les gens allaient faire de leur temps, après la révolution, quand le gaspillage capitaliste sera aboli, Marcuse répondit : « *Nous allons détruire les grandes villes et en reconstruire de nouvelles. Ça nous occupera un moment.* »

On peut imaginer que des villes nouvelles seront des fédérations de communes (ou quartiers), entourées de ceintures vertes où les citoyens – et notamment les « écoliers » – passeront plusieurs heures par semaine à faire pousser les produits frais nécessaires à leur subsistance. Pour leurs déplacements quotidiens, ils disposeront d'une gamme complète de moyens de transport adaptés à une ville moyenne : bicyclettes municipales, trams ou trolleybus, taxis électriques sans chauffeur. Pour les déplacements plus importants dans les campagnes, ainsi que pour le transport des hôtes, un *pool* d'automobiles communales sera à la disposition de tous dans les garages du quartier. La bagnole aura cessé d'être besoin. C'est que tout aura changé : le monde, la vie, les gens. Et ça ne se sera pas passé tout seul.

Entre-temps, que faire pour en arriver là ? Avant tout, ne jamais poser le problème du transport isolément, toujours le lier au problème de la ville, de la division sociale du travail et de la compartimentation que celle-ci a introduite entre les diverses dimensions de l'existence : un endroit pour travailler, un endroit pour « habiter », un troisième pour s'approvisionner, un quatrième pour s'instruire, un cinquième pour se divertir. L'agencement de l'espace continue la désintégration de l'homme commencée par la division du travail à l'usine. Il coupe l'individu en rondelles, il coupe son temps, sa vie, en tranches bien séparées afin qu'en chacune vous soyez un consommateur passif livré sans défense aux marchands, afin que jamais il ne vous vienne à l'idée que travail, culture, communication, plaisir, satisfaction des besoins et vie personnelle peuvent et doivent être une seule et même chose : l'unité d'une vie, soutenue par le tissu social de la commune.

## IV

### Croissance destructive et décroissance productive

Depuis le début des années 1960, l'ensemble des arbitrages sociaux et économiques a favorisé les procédés et les consommations à fort contenu énergétique ; la pierre et la brique ont été remplacées, dans le bâtiment, par le béton, l'acier, l'aluminium ; le cuir a été remplacé par les matières plastiques ; les emballages en verre consignés par les emballages jetables ; les fibres naturelles par les fibres synthétiques ; les transports collectifs par les transports individuels ; les villes moyennes par l'agglomération de banlieues immenses autour des grandes villes ; les engrais biologiques par les engrais de synthèse, etc.

En même temps, la durée de vie des produits a été artificiellement abaissée. Le nylon, notamment, subit un traitement qui le fragilise ; les biens dits durables sont étudiés pour ne pas durer plus de sept années, en moyenne ; beaucoup d'appareils sont conçus de manière à ne pas pouvoir être réparés ; la majorité des tôles ne sont pas traitées contre la corrosion ou le sont insuffisamment ; les réfrigérateurs sont mal isolés et consomment deux fois plus de courant qu'il y a quinze ans ; les machines à laver consomment trois fois plus d'énergie que nécessaire et usent le linge plus vite que ne le permettrait une mise au point rationnelle<sup>(28)</sup>.

Ces gaspillages ont permis au capitalisme de rentabiliser des capitaux de plus en plus importants en faisant augmenter le volume de la consommation (et de la production) dans des proportions fantastiques. Pour le consommateur, cette augmentation du volume des biens a été souvent un marché de dupes ; il est *obligé* d'acheter un plus grand volume de biens pour se procurer une même valeur d'usage.

Cette évolution se reflète dans les chiffres : pour faire augmenter le PNB de 1 %, il a fallu près de deux fois plus d'énergie à partir de 1965 que quinze ans plus tôt.

Pour obtenir une tonne de produits ci-dessous, il faut dépenser une quantité d'énergie qui, exprimée en tonnes d'équivalents-pétrole (tep), représente entre 10 % et 580 % du poids du produit :

Produit (en t.)	Coût énergétique (en tep)
Tissu synthétique	5,9
Papier d'aluminium	5,8
Aluminium fusion	5,1
Aluminium recyclé	0,18
Polystyrène	3,7
Autres plastiques	1,7-2,1
Amiante-ciment	1,4
Ammoniac	0,96
Vitre (verre)	0,6
Acier	0,5-0,7
Papier	0,46-0,48
Ciment	0,116
Briques	0,075
Plâtre	0,056

Dans l'ensemble, les niveaux présents de consommation d'énergie reflètent donc non pas des besoins spécifiques incompressibles mais le choix d'un certain type de développement propre au capitalisme « opulent » : il consiste à créer le plus grand nombre possible de besoins et à les satisfaire de façon précaire par la plus grande quantité possible de marchandises. Il consiste à remplacer des appareils et des outils simples par des nouveautés complexes et surpuissantes ; à inventer, dès que tout le monde a accédé à un équipement, à un appareillage nouveau consommant plus d'énergie que ceux qui l'ont précédé. Plus on s'élève dans l'échelle des revenus, plus est forte l'incitation à satisfaire par des consommations énergétiques des envies qui pourraient être satisfaites par d'autres moyens : le niveau de consommation d'énergie est devenu, consciemment ou non, une question de « standing ».

La chose est patente pour les transports : la puissance de la voiture est symbole de richesse ; le passager du *Concorde* consomme, en un seul aller-retour, Paris-Washington, autant d'énergie que la moyenne des Français en une année. Elle est moins patente mais tout aussi vraie pour les équipements domestiques : les cuisinières *électriques*, les congélateurs, les climatiseurs, les machines à laver la vaisselle, les chauffe-eau *électriques*, etc., autant d'appareils chers, gaspilleurs d'énergie par leur conception, qui ont remplacé des appareils ou des installations moins onéreux, moins sophistiqués et d'une valeur d'usage au moins égale.

Il y a belle lurette que l'on n'achète plus des habits mais de la mode ou de la respectabilité. Le public n'achète plus des produits mais des satisfactions, des significations... Dans ce nouveau contexte, l'essentiel est de créer la différence et non l'équivalence, d'inventer le service nouveau qui s'impose par son attrait, par les significations dont il est chargé :

puissance, considération, sécurité, bon goût, bonheur<sup>(29)</sup>.

La prévision officielle suppose toujours la prolongation de ces tendances au gaspillage : elle nous dit que la consommation d'électricité des ménages continuera d'augmenter de 7 % par an, la consommation de bouteilles de 9 %, celle des matières plastiques de 17 %, celle de ciment de 5,5 %, etc. Dans vingt ans, nous dit-on, nous consommerons deux et demi à trois fois plus d'énergie, de marchandises et de services ?

Avons-nous *besoin* de ces consommations ? Les *désirons-nous* ? Nous permettent-elles l'épanouissement, la communication, une vie plus détendue, des rapports plus fraternels ? La prévision économique n'a que faire de ces questions : elle enregistre les tendances à l'œuvre et les prolonge vers l'avenir comme s'il s'agissait de données immuables. Pour nous faire consommer trois fois plus, elle fait confiance aux producteurs de biens et de services. Ils nous fabriqueront les besoins correspondants. Ils nous inventeront de nouvelles pénuries et de nouveaux manques, de nouveaux luxes et de nouvelles pauvretés. Ils nous les fabriqueront délibérément, systématiquement, conformément à leurs besoins de rentabilité et de croissance. Ils ont à leur service des stratèges de la promotion des ventes qui sauront manipuler nos ressorts les plus secrets pour imposer leurs produits par les symboles dont ils les chargent.

Il y a vingt ans, l'un de ces stratèges cracha le morceau avec candeur : son nom est Stanley Resor, président de la J. Walter Thompson, la plus grande agence publicitaire des États-Unis. Il dit :

Lorsque les revenus s'élèvent, la création de besoins nouveaux est le plus important. Quand vous demandez aux gens : « Savez-vous que votre niveau de vie augmentera de 50 % en dix ans », ils n'ont pas l'ombre d'une idée de ce que cela veut dire... Ils ne se reconnaissent pas le besoin d'une seconde voiture à moins qu'on ne le rappelle avec insistance à leur attention. Ce besoin doit être créé dans leur esprit et il faut leur faire réaliser l'avantage que la seconde voiture leur procurera. Parfois, ils sont même hostiles à cette idée. Je considère la publicité comme la force d'éducation et d'activation capable de provoquer les changements de la demande qui nous sont nécessaires. En enseignant à beaucoup de gens un niveau de vie plus élevé, elle fait augmenter la consommation au niveau que notre productivité et nos ressources justifient<sup>(30)</sup>.

Nous voici donc édifiés : le consommateur est au service de la production, il doit assurer à celle-ci les débouchés qu'elle réclame ; il doit avoir les besoins nécessaires à l'expansion des ventes les plus profitables. On nous donnera ces besoins. Il le faut si la société doit se perpétuer, ses inégalités se reproduire, ses mécanismes de domination rester en place.

Les prévisions de consommation qui orientent l'activité économique se fondent toujours sur cette hypothèse : la société ne changera pas profondément, ni la manière de

produire, de consommer et de vivre ; il y aura toujours des pauvres et des riches, des gens qui obéissent et d'autres qui commandent, des métros où on fait la queue et des *Concorde* à moitié vides. Nous continuerons à être pressés, à n'avoir ni le temps ni le goût pour des activités autonomes. Nous n'aurons ni le désir ni le pouvoir de réfléchir à nos besoins, de débattre avec les autres des meilleurs moyens de les satisfaire et de définir souverainement les options collectives correspondantes.

La prévision économique n'est donc pas neutre. Elle reflète le choix politique tacite de perpétuer le système en place. Ce choix n'a rien à voir avec l'objectivité ni avec la rigueur scientifique. La société présente n'est pas la seule possible et son mode de fonctionnement n'a rien d'une nécessité objective.

Nous sommes en droit de refuser les prévisions officielles et les nécessités qui en découlent. Mais il nous faut être conscients que ce refus est un refus de l'ordre social existant, un refus politique. L'idée que production et consommation puissent être décidées à partir des besoins est politiquement subversive. Cela suppose, en effet, que ceux qui produisent, ceux qui consomment, puissent se rassembler, réfléchir et décider souverainement. Cela suppose une société où soit supprimé le pouvoir de décision du capital et/ou de l'Etat en matière d'investissement et de production, d'innovation et de politique commerciale. Cela suppose, enfin, une gestion économique dont le but est de satisfaire *le plus possible* de besoins avec *le moins possible* de travail, de capital et de ressources physiques.

Ce but-là est la négation radicale de la logique capitaliste. Il implique la volonté de procurer le maximum de satisfaction avec le minimum de production. Pareille recherche de l'efficacité maximale, et donc de l'économie maximale, est si totalement étrangère à la logique capitaliste que la théorie macroéconomique n'est même pas capable de comptabiliser les économies. Alors que, pour le sens commun, les économies sont des consommations et des productions *que nous avons évitées*, et donc du temps et de la peine gagnés grâce à une gestion plus efficace ; ces économies apparaîtront dans les tableaux de la comptabilité nationale comme des *pertes*, comme des baisses du PNB, des baisses du volume des biens et services dont dispose la population.

On découvre ici combien les méthodes officielles de prévision et de calcul sont biaisées. Elles comptent comme un enrichissement national toute croissance de la production et des achats, y compris la production croissante d'emballages perdus, d'appareils et de métaux jetés dans les décharges, de papiers brûlés avec les ordures, d'ustensiles cassés et non réparables, de prothèses et de soins pour mutilés du travail et de la route. Les destructions apparaissent ainsi comme des sources de richesse, car tout ce qui est cassé, jeté au rebut, perdu, devra être remplacé et donnera lieu à des productions, à des ventes de marchandises, à des flux d'argent, à des profits. Plus vite les choses cassent, s'usent, se démodent, se jettent, plus le PNB sera important et plus les comptables nationaux diront que nous sommes riches. Même les blessures corporelles et les maladies sont comptées comme des sources d'enrichissement dans la

mesure où elles font croître la consommation de médicaments et de soins.

Mais que l'inverse se produise : que la bonne santé nous évite les dépenses médicales ; que les choses que nous achetons nous durent la moitié d'une vie, ne se démodent ni ne se détériorent, se réparent et même se transforment facilement, alors, bien sûr, le PNB va baisser : nous travaillerons moins d'heures, consommerons moins, aurons de moindres besoins.

Comment remplace-t-on un système économique fondé sur la recherche du gaspillage maximum par un système économique fondé sur du gaspillage minimum ? La question est vieille de plus d'un siècle ; c'est la question même du remplacement du capitalisme par le socialisme. Car seul le socialisme – c'est-à-dire : seule une façon de produire dégagée de l'impératif du profit maximum, gérée dans l'intérêt de tous et par tous ceux qui y concourent – seul le socialisme peut se payer le luxe de rechercher la plus grande satisfaction au moindre coût possible. Seul il peut rompre avec la logique du profit maximum, du gaspillage maximum, de la production et de la consommation maximum, et la remplacer par le bon sens économique : le maximum de satisfaction avec le minimum de dépense. Seul le socialisme peut investir aujourd'hui en vue d'économiser demain, c'est-à-dire : en vue de vendre un moindre volume de produits plus durables sur lesquels les profits, tels qu'on les conçoit aujourd'hui, seraient moindres eux aussi.

L'utilisation du terme « socialisme » est d'ailleurs ici impropre. C'est plutôt de communisme qu'il faudrait parler : c'est-à-dire d'un stade où le « plein développement des forces productives » est déjà accompli et où la tâche principale n'est plus la production maximale ni la mise au travail de tous mais une organisation différente de l'économie dans laquelle le plein-emploi n'est plus la condition du plein revenu ou, si l'on préfère, où la couverture des besoins de chacun est assurée en échange d'une quantité de travail social qui n'occupe qu'une faible partie du temps de chacun.

Nous avons virtuellement atteint ce stade. La satisfaction intégrale de tous les besoins en échange d'une prestation de travail réduite ne tient pas à un développement insuffisant des forces ou des moyens de production mais, au contraire, à leur surdéveloppement. Le système n'a pu que croître et se reproduire qu'en accélérant la destruction en même temps que la production de marchandises ; en organisant de nouvelles raretés à mesure que croissait la masse des richesses ; en dévalorisant celles-ci quand elles risquaient de devenir accessibles à tous ; et en perpétuant de la sorte la pauvreté en même temps que les privilèges, la frustration en même temps que l'opulence.

Autrement dit, le développement des forces productives dans le cadre du capitalisme ne conduira jamais aux portes du communisme, car la nature des produits, les techniques et les rapports de production excluent, en même temps que la satisfaction durable et équitable des besoins, la stabilisation de la production sociale à un niveau communément accepté comme *suffisant*. L'idée même qu'il puisse un jour y en avoir



assez pour tous et pour chacun et donc que la poursuite du « plus » et « mieux » puisse le céder à la poursuite de valeurs extra-économiques et non marchandes, cette idée est étrangère à la société capitaliste. Elle est, en revanche, essentielle au communisme et celui-ci ne pourra prendre forme en tant que négation positive du système dominant que si les idées d'autolimitation, de stabilisation, d'équité, de gratuité reçoivent une illustration pratique – c'est-à-dire s'il est pratiquement démontré que non seulement on peut vivre mieux en travaillant et en consommant moins et autrement, mais que cette limitation volontaire et collective de la sphère de la nécessité permet dès à présent, et permet seule, une extension de la sphère de l'autonomie, c'est-à-dire de la liberté.

« Ça suffit ! Selon un sondage réalisé en 1975 par l'Institut gouvernemental alimentaire de Norvège, 76 % des Norvégiens ne sont pas satisfaits : ils jugent précisément que le niveau de vie de leur pays est “trop élevé”. La grande majorité des personnes interrogées préférerait “une vie simple et calme avec juste les objets nécessaires”. Elles souhaiteraient que “les revenus et le carriérisme soient limités” [\(31\)](#). »

D'où l'importance de « l'expérimentation sociale » de nouvelles manières de vivre en communauté, de consommer, de produire, de distribuer. D'où aussi l'importance des technologies alternatives permettant de faire plus et mieux avec moins, que ces technologies soient développées par des communautés de base, des municipalités ou même dans des limites nécessairement étroites, tant qu'on reste dans le cadre du système actuel – par l'initiative publique.

#### FAIRE MIEUX...

Les meilleurs produits sont ceux qui donnent satisfaction le plus longtemps et qui, par leurs qualités esthétiques, permettent qu'on s'y attache.

Les meilleurs produits sont :

- les plus durables ;
- les plus faciles à réparer et à entretenir ;
- les plus faciles à démonter en fin de vie pour en récupérer les métaux ;
- ceux qui, à service rendu égal, consomment le moins d'énergie.

*Incitations :*

- TVA réduite sur les produits durables ;
- Indication de la durée de vie à côté du prix ;
- Mode d'emploi décrivant les réparations les plus courantes, leur durée, leur tarif ;
- Indication sur tous appareils de leur consommation d'énergie.

#### ... AVEC MOINS

L'utilisation en commun permet d'obtenir des équipements qui dépassent les moyens d'un seul ménage. Elle peut aussi permettre des économies très importantes aux individus et à la collectivité.

Équipement à prévoir dans tout immeuble nouveau et, dans les quartiers anciens, pour tout îlot :

- une laverie-buanderie ;
- un local de séchage du linge, chauffé par le circuit d'eau chaude ;
- un atelier de bricolage ;
- un local de jeux pour enfants (et adultes) ;
- une salle de télévision, de projection et de musique.

L'État, comme d'ailleurs le capital, est parfaitement capable, en effet, de promouvoir dès à présent certaines technologies alternatives et certaines formes d'économie de l'énergie et des ressources. Le sens des initiatives publiques dans ce domaine est évidemment très différent, dans les conditions présentes, de celui de « l'expérimentation sociale » : elles ont pour fonction de faciliter *par ailleurs* l'expansion de technologies lourdes et de nouvelles formes de domination et de contrôle social.

Le caractère subalterne de certaines initiatives publiques ne doit pas cependant conduire ni à leur condamnation pure et simple ni à la croyance que la rupture avec le système actuel sera consommée grâce à une disparition complète de l'État.

Les initiatives actuelles en matière de technologies alternatives méritent, au contraire, une critique à la fois de ce qu'elles révèlent et de ce qu'elles cachent. Elles révèlent des alternatives possibles au modèle de développement actuel, tout en s'appliquant à les masquer. Les programmes publics français en matière d'énergie solaire, par exemple, révèlent à la fois la faisabilité technique et économique d'une production d'énergie décentralisée à l'échelle du quartier, de la commune ou de la maisonnée, et le refus de l'État de tirer parti de ces techniques.

Le fait que celles-ci soient développées principalement par des groupes militants, en tant qu'outils indispensables d'une alternative de société, ne signifie pas que celle-ci puisse l'emporter en l'absence de tout relais politique. Si le temps que passent les individus à produire tout le nécessaire doit être réduit au minimum en même temps que leur dépendance par rapport aux aléas et aux circonstances d'ordre local, la socialisation de la production du nécessaire et la régulation centrale de la distribution et des échanges demeurent indispensables. La sphère de la nécessité, et donc du temps de travail socialement nécessaire, ne peut être réduite au minimum que par une coordination et une régulation aussi efficaces que possible des flux et des stocks : c'est-à-dire par une planification démultipliée (*articolata*). Le revenu social à vie, assuré à chacun en échange de vingt mille heures de travail socialement utile que tout citoyen serait libre de répartir en autant de fractions qu'il le désire, de façon continue ou discontinue, dans un seul ou dans une multiplicité de domaines d'activité, tout cela n'est possible que s'il existe un organe central de régulation et de *compensation*, c'est-à-dire un État.

La réponse au système capitaliste n'est donc ni le retour à l'économie domestique et à l'autarcie villageoise, ni la socialisation intégrale et planifiée de toutes les activités : elle consiste au contraire à socialiser la seule sphère de la nécessité afin de *réduire au*

*minimum*, dans la vie de chacun, ce qui a besoin d'être fait, que cela nous plaise ou non, et *d'étendre au maximum* la sphère de la liberté, c'est-à-dire des activités autonomes, collectives ou individuelles, ayant leur but en elles-mêmes.

Il faut rejeter également la prise en charge intégrale des individus par l'État et la prise en charge par chaque individu des nécessités du fonctionnement de la société dans son ensemble. L'identification de l'individu à l'État et des exigences de l'État avec le bonheur individuel sont les deux faces du totalitarisme.

La sphère de la nécessité et la sphère de la liberté ne se recouvrent pas. Cela, Marx lui-même l'a réaffirmé à la fin du livre III du *Capital*. Par cette raison même, l'expansion de la sphère de la liberté suppose que la sphère de la nécessité soit nettement délimitée. La seule fonction d'un État communiste est de gérer la sphère de la nécessité (qui est aussi celle des besoins socialisés) de telle manière qu'elle ne cesse de se rétrécir et de rendre disponibles des espaces croissants d'autonomie.

# V

## Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme

Jean-Marie Vincent  
*In memoriam*

La décroissance est une bonne idée : elle indique la direction dans laquelle il faut aller et invite à imaginer comment vivre mieux en consommant et en travaillant moins et autrement. Mais cette bonne idée ne peut pas trouver de traduction politique : aucun gouvernement n'oserait la mettre en œuvre, aucun des acteurs économiques ne l'accepterait – à moins que sa mise en œuvre ne soit fragmentée en mesures subalternes, étalée sur une ou plusieurs décennies et vidée ainsi de son potentiel de radicalité pour devenir compatible avec la perpétuation du système économique dominant.

Ce qui doit décroître, en effet, est la production de marchandises qui est déjà trop étroite et trop économe en travail humain pour permettre à la surabondance de capitaux de se valoriser. La décroissance provoquerait une dépression économique sévère, voire l'effondrement du système bancaire mondial. Son étalement sur une ou plusieurs décennies supposerait que le système économique dominant soit assuré de durer. Tel n'est pas le cas, pour plusieurs raisons.

Le capitalisme s'enfonce depuis vingt ans dans une crise sans issue. Il approche (j'y reviendrai) de sa limite interne – de son extinction. Cette crise a pour causes la révolution informationnelle, la dématérialisation du travail et du capital, l'impossibilité croissante qui en résulte de mesurer la « valeur » de l'un, de l'autre et des marchandises.

Les statistiques de l'emploi ne doivent pas tromper sur le fait que la productivité du travail continue d'augmenter rapidement et le volume du « travail productif » – au sens qu'a ce terme dans une économie capitaliste – de diminuer dramatiquement. N'y est « productif » que le travail qui « valorise » (c'est-à-dire accroît) un capital parce que celui qui le fournit ne consomme pas la totalité de la « valeur » qu'a ce qu'il produit. Les services aux personnes, en particulier, sont improductifs de ce point de vue. Aux Etats-Unis, souvent cités comme modèle, ils occupent 55 % de la population active qui travaillent comme serveurs/serveuses, vendeurs/vendeuses, femmes et hommes de ménage, employés de maison, gardiens d'immeubles, bonnes d'enfants, etc. La moitié d'entre eux occupent plusieurs emplois précaires, le quart sont des *workingpoors*. Ces emplois ne font pas augmenter la quantité de moyens de paiement mis en circulation : ils ne créent pas de « valeur ». Leur rémunération provient de revenus tirés d'un travail productif : c'est un revenu secondaire. La population directement « capital-productive » représente probablement moins de 10 % de la population active des pays dits développés<sup>(32)</sup> Ignacio Ramonet cite un chiffre qui en dit long à ce sujet : plus de 25 % de l'activité économique mondiale est assurée par deux cents multinationales qui emploient 0,75 % de la population mondiale.

Plus la productivité du travail augmente, plus faible devient le nombre d'actifs dont dépend la valorisation d'un volume donné de capitaux. Pour empêcher le volume du profit de baisser, il faudrait que la productivité d'un nombre de plus en plus réduit d'actifs augmente de plus en plus vite<sup>(33)</sup>. Le capitalisme se heurte à sa limite interne quand le nombre des actifs capital-productifs devient si faible que le capital n'est plus en mesure de se reproduire et que le profit s'effondre<sup>(34)</sup>. Cette limite est virtuellement atteinte – de même que la limite externe, c'est-à-dire l'impossibilité de trouver des débouchés rentables pour un volume de marchandises qui devrait croître *au moins* aussi vite que la productivité. Chaque firme cherche à faire reculer pour elle-même l'une et l'autre limites, en livrant une guerre d'anéantissement à ses concurrentes ; en cherchant à les dépecer pour s'approprier leurs actifs monnayables et leurs parts de marché. Il y a de plus en plus de perdants et de moins en moins de gagnants. Les bénéfices record que réalisent les gagnants masquent le fait que, globalement, la masse des profits diminue. Une part importante des bénéfices record n'est pas réinvestie dans la production : celle-ci n'est pas assez rentable. Les 500 firmes de l'index Standard & Poor's disposent de 631 milliards de dollars de réserves. Une étude du cabinet McKinsey estime à 800 billions (80 000 milliards) de dollars le volume de capitaux à la recherche de placements. Plus de la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations financières. Pour se reproduire et s'accroître, le capital recourt de moins en moins à la production de marchandises et de plus en plus à « l'industrie financière » qui ne produit rien : elle « crée » de l'argent avec de l'argent, de l'argent sans substance en achetant et en vendant des actifs financiers et en gonflant des bulles spéculatives. Celles-ci se développent grâce aux achats spéculatifs d'actifs tels que des actions, parts de sociétés immobilières et foncières, fonds spéculant sur le cours des métaux ou des monnaies, etc. Les achats font monter le prix des certificats d'investissement et entraînent un mouvement spéculatif qui en accélère la hausse. La hausse continue du prix des titres permet à leurs détenteurs d'emprunter aux banques des sommes croissantes qui, utilisées pour d'autres placements spéculatifs ou pour l'achat de biens, donnent l'impression que l'économie jouit d'une grande abondance de liquidités. Celle-ci est due en réalité à une croissance vertigineuse des dettes de toute sorte auxquelles les cours surfaités des titres participant à la bulle servent de caution. Dernière en date, la bulle immobilière, qualifiée par *The Economist* de « plus grande bulle spéculative de tous les temps », a fait augmenter la « valeur » de l'immobilier du monde industrialisé de 20 à 60 billions de dollars en trois ans.

Chaque bulle finit tôt ou tard par éclater et par transformer en dettes les actifs financiers sans base réelle figurant au bilan des banques. A moins d'être relayée par le gonflement d'une bulle nouvelle et plus grande encore, l'éclatement d'une bulle entraîne normalement des faillites en chaîne – à la limite, l'effondrement du système bancaire mondial<sup>(35)</sup>.

La valorisation du capital repose de plus en plus sur des artifices, de moins en

moins sur la production et la vente de marchandises. La richesse produite a de moins en moins la forme valeur, la forme marchandise ; elle est de moins en moins mesurable en terme de valeur d'échange, en terme de PIB. Plusieurs facteurs mettent en évidence la fragilité du système, sa crise, et pointent vers une économie fondamentalement différente qui ne soit plus régie par le besoin du capital de s'accroître et le souci général de « faire » et de « gagner » de l'argent, mais par le souci de l'épanouissement des forces de vie et de création, c'est-à-dire des sources de la vraie richesse qui ne se laisse ni exprimer ni mesurer en termes de valeur monétaire<sup>(36)</sup>.

La décroissance de l'économie fondée sur la valeur d'échange a déjà lieu et s'accroîtra. La question est seulement de savoir si elle va prendre la forme d'une crise catastrophique subie ou celle d'un choix de société auto-organisée, fondant une économie et une civilisation au-delà du salariat et des rapports marchands dont les germes auront été semés et les outils forgés par des expérimentations sociales convaincantes.

Il faut être très net : nous aurons toujours autant de travail que nous voudrions, mais il ne prendra plus la forme du travail emploi-travail marchandise. Ce n'est pas seulement le plein-emploi, c'est l'emploi lui-même que le postfordisme a entrepris de supprimer. Par cette suppression, le capitalisme travaille à sa propre extinction et fait naître des possibilités sans précédent de passer à une économie affranchie de la domination du capital sur le mode de vie, les besoins et la manière de les satisfaire.

C'est cette domination qui demeure l'obstacle insurmontable à la limitation de la production et de la consommation. Elle a conduit à ce que nous ne produisons rien de ce que nous consommons et ne consommons rien de ce que nous produisons. Tous nos besoins et désirs sont des besoins et désirs de marchandises, donc des besoins d'argent. Nous produisons la richesse en argent, lequel est par essence abstrait et sans limites, et donc le désir, par conséquent, est lui aussi sans limites. L'idée du *suffisant* – l'idée d'une limite au-delà de laquelle nous produirions ou achèterions *trop*, c'est-à-dire plus qu'il ne nous en faut – n'appartient pas à l'économie ni à l'imagination économique.

Nous sommes incapables de décider, voire de nous demander *de quoi* nous avons besoin en quantité et en qualité. Nos désirs et nos besoins sont amputés, formatés, appauvris par l'omniprésence des propagandes commerciales et la surabondance de marchandises. Marchandises nous-mêmes en tant que, désormais, nous avons à « nous vendre » nous-mêmes pour pouvoir vendre notre travail, nous avons intériorisé la logique propre au capitalisme : pour celui-ci, *ce qui* est produit importe pour autant seulement que cela rapporte ; pour nous, en tant que vendeurs de notre travail, ce qui est produit importe pour autant seulement que cela crée de l'emploi et distribue du salaire. Une complicité structurelle lie le travailleur et le capital : pour l'un et pour l'autre, le but déterminant est de « gagner de l'argent », le plus d'argent possible. L'un et l'autre tiennent la « croissance » pour un moyen indispensable d'y parvenir. L'un et l'autre sont assujettis à la contrainte immanente du « toujours plus », « toujours plus vite ».

Pour pouvoir autodéterminer nos besoins, nous concerter sur les moyens et la manière de les satisfaire, il est donc indispensable que nous recouvrions la maîtrise des moyens de travail et des choix de production. Or, cette maîtrise est impossible dans une économie industrialisée. Elle est interdite par la conception même des moyens de production. Ceux-ci exigent une spécialisation, une subdivision et une hiérarchisation des tâches ; ils ne sont pas des techniques neutres mais des moyens de domination du capital sur le travail. C'est le fait que les rapports de domination sont inhérents au mode de production industriel – lequel reste structurellement capitalisme même quand l'industrie est « collectivisée » – qui explique la persistance d'utopies nostalgiques qui lient décroissance, désindustrialisation, retour aux économies villageoises, communautaires et/ou familiales, largement autarciques, dont la production est essentiellement artisanale.

Or, c'est une tout autre sortie de l'industrialisme et du capitalisme par la même occasion dont la possibilité se dessine actuellement. C'est le capitalisme lui-même qui, sans le vouloir, travaille à sa propre extinction en développant les outils d'une sorte d'artisanat *high-tech*, qui permettent de fabriquer à peu près n'importe quels objets à trois dimensions avec une productivité très supérieure à celle de l'industrie et une faible consommation de ressources naturelles. Je me réfère ici à des appareils utilisés actuellement dans l'industrie pour le *rapid prototyping* (fabrication de prototypes ou de modèles) : les *digital fabricators* appelés aussi *factories in a box*, *fabbers* ou *personal fabricators*. Ils peuvent être installés dans un garage ou un atelier, transportés dans un break, utilisent de fines poudres de résine ou de métaux comme matière première et leur mise en œuvre ne demande d'autre travail que la conception de logiciels qui commandent la fabrication par l'intermédiaire d'un laser. Ils permettraient aux populations exclues, vouées à l'inactivité ou au sous-emploi par le « développement » du capitalisme, de se regrouper pour produire dans des ateliers communaux tout ce dont elles-mêmes et leur commune ont besoin<sup>(37)</sup>.

Ils offrent la possibilité d'interconnecter les ateliers communaux à travers le monde entier, de traiter – comme le fait le mouvement des logiciels libres – les logiciels comme un bien commun de l'humanité, de remplacer le marché et les rapports marchands par la concertation sur ce qu'il convient de produire, comment et à quelle fin, de fabriquer localement tout le nécessaire, et même de réaliser de grandes installations complexes par la coopération de plusieurs dizaines d'ateliers locaux. Transport, stockage, commercialisation et montage en usine, qui représentent deux tiers ou plus des coûts actuels, seraient éliminés. Une économie au-delà du travail emploi, de l'argent et de la marchandise, fondée sur la mise en commun des résultats d'une activité comprise d'emblée comme commune, s'annonce possible : une économie de la gratuité.

C'est la fin du travail ? Au contraire : c'est la fin de la tyrannie qu'exercent les rapports de marchandise sur le travail au sens anthropologique. Celui-ci peut s'affranchir des « nécessités extérieures » (Marx), recouvrer son autonomie, se tourner



vers la réalisation de tout ce qui n'a pas de prix, ne peut être ni acheté ni vendu ; devenir ce que nous faisons parce que réellement nous désirons le faire et trouvons notre accomplissement dans l'activité elle-même autant que dans son résultat. La grande question est : que désirons-nous faire dans et de notre vie ? Question que la culture économiste du « plus vaut plus » empêche de poser et qu'un tiers du livre de Frithjof Bergmann veut nous apprendre à aborder<sup>(38)</sup>.

Il s'agit là, c'est entendu, d'une utopie. Mais d'une utopie concrète. Elle se situe dans le prolongement du mouvement des logiciels libres qui se comprend comme une forme germinale d'économie de la gratuité et de la mise en commun, c'est-à-dire d'un communisme. Et elle se situe dans la perspective d'une élimination de plus en plus complète du travail emploi, d'une automatisation de plus en plus poussée qui fera (et fait déjà) de la conception de logiciels de loin la plus importante activité productive – productive de richesse mais non de « valeur ».

Le monde dit sous-développé ou « en voie de développement » ne sauvera pas le capitalisme ni ne se sauvera lui-même par une industrialisation créatrice de plein-emploi. La même logique qui a conduit le monde industrialisé à rendre sa main-d'œuvre inutile, à la remplacer par des robots de plus en plus performants, cette même logique s'impose ou s'imposera aux pays dits émergents qui, pour devenir et rester compétitifs et se doter des infrastructures nécessaires, devront égaler en productivité les économies les plus avancées. Le plein-emploi de type fordiste n'est pas reproductible par l'après-fordisme informatisé.

Ce n'est pas par hasard que l'ouvrage prophétique de Robert Kurz, *Der Kollaps der Modernisierung*<sup>(39)</sup>, est devenu une sorte de *best-seller* au Brésil. Ni que c'est en Afrique du Sud que l'introduction de « *fabbers* », projetée par Bergmann, est accueillie avec intérêt par l'ANC.

Bien sûr, l'utopie que je partage depuis longtemps avec Bergmann, celle de l'autoproduction communale coopérative, n'est pas immédiatement réalisable sur une grande échelle. Mais elle aura, dès son application en quelque point du globe, la valeur d'une expérimentation sociale exemplaire : elle nous proposera un but en partant non pas de misérables replâtrages qui sont immédiatement réalisables mais de la possibilité d'un monde radicalement différent que nous avons désormais les moyens de réellement vouloir. Elle contribuera à changer notre regard sur ce qui est en illustrant ce qui peut l'être ; elle aidera à faire perdre, dans la conscience, la pensée et l'imagination de tous, sa centralité à ce « travail » que le capitalisme abolit massivement tout en exigeant de chacun qu'il se batte contre tous les autres pour l'obtenir à tout prix. Elle rendra visible que le travail n'est pas quelque chose qu'on *a* dans la mesure où on vous le *donne* ; mais que le travail est quelque chose qu'on *fait* pourvu qu'on en ait les moyens, et que ces moyens, qui sont aussi les moyens de la réappropriation du travail, deviennent désormais disponibles.



## VI

### Richesse sans valeur, valeur sans richesse

*Le Brésil, à l'exemple de beaucoup d'autres pays, est extrêmement touché par le problème du chômage. Une des solutions les plus répandues et les plus défendues par des gouvernements, des politiciens et des économistes est la reprise de la croissance. Or, vous dites que cela est insuffisant. Pourquoi(40) ?*

Il faut d'abord nous demander : de quelle croissance avons-nous besoin ? Qu'est-ce qu'il nous manque que la croissance devrait nous apporter ? Mais ces questions ne sont plus jamais posées.

Les économistes, les gouvernements, les hommes d'affaires réclament *la croissance* en soi, sans jamais en définir la finalité. Le contenu de la croissance n'intéresse pas les décideurs. Ce qui les intéresse, c'est l'augmentation du PIB, c'est-à-dire l'augmentation de la quantité d'argent échangé, de la quantité de marchandises échangées et vendues au cours d'une année, quelles que soient ces marchandises. Rien ne garantit que la croissance du PIB augmente la disponibilité des produits dont la population a besoin. Dans les faits, cette croissance répond d'abord à un besoin du capital, non aux besoins de la population. Elle crée souvent plus de pauvres et plus de pauvreté, elle profite souvent à une minorité au détriment de la majorité, elle détériore la qualité de la vie et de l'environnement au lieu de l'améliorer.

Quelles sont les richesses et les ressources qui manquent le plus souvent aux populations ? Une alimentation saine et équilibrée, tout d'abord ; de l'eau potable de bonne qualité ; de l'air pur, de la lumière et de l'espace ; un logement salubre et agréable. Mais l'évolution du PIB ne mesure rien de tout cela. Prenons un exemple : un village creuse un puits et tout le monde peut y puiser son eau. L'eau est un bien commun et le puits, le produit d'un travail commun. Il est la source d'une plus grande richesse de la communauté. Mais il n'augmente pas le PIB, car il ne donne pas lieu à des échanges d'argent : rien n'est acheté ni vendu. Mais si le puits est creusé et approprié par un entrepreneur privé qui demande à chaque villageois de payer l'eau qu'il en tire, le PIB augmentera des redevances encaissées par le propriétaire.

Prenons encore l'exemple des paysans sans terre. Si vous distribuez à 100 000 familles des terres incultes sur lesquelles elles produisent leur subsistance, le PIB ne change pas. Il ne change pas non plus si ces familles se répartissent les tâches d'intérêt général, échangent des produits et des services sur une base mutualiste et coopérative. En revanche, si 100 propriétaires expulsent 100 000 familles de leurs terres et font pousser sur ces terres des cultures commerciales destinées à l'exportation, le PIB augmente du montant de ces exportations et des salaires misérables payés aux ouvriers agricoles.

Le PIB ne connaît et ne mesure les richesses que si elles ont la forme de marchandises. Il ne reconnaît comme travail productif que le travail vendu à une entreprise qui en tire un profit ; autrement dit, qui peut revendre avec profit le produit

de ce travail. Seul est productif du point de vue du capital le travail qui produit un excédent – une « survaleur » – susceptible d'accroître le capital.

Dans les pays où la grande majorité de la population est pauvre, il y a peu de gens à qui on peut vendre avec profit. Le développement d'une économie marchande, créatrice d'emplois, ne peut être amorcé que s'il existe un pouvoir politique capable d'inscrire ses initiatives et ses impulsions publiques dans une stratégie d'exportations et de développement. Ce pouvoir existait au Japon et en Corée du Sud notamment. Mais il faut rappeler aussi que le développement du capitalisme industriel de ces pays a eu lieu avant la mondialisation néolibérale, avant la révolution microinformatique, à une époque marquée par la croissance soutenue des économies du Nord. Les marchés des pays riches étaient en expansion, leurs économies importaient de la main-d'œuvre étrangère et les industries japonaise d'abord, coréenne ensuite, pouvaient se faire sans grande difficulté une place sur les marchés européen et nord-américain, à condition de bien choisir leur stratégie d'industrialisation.

Or, depuis la fin des années 1970, les conditions ont fondamentalement changé. Les exportations vers les pays riches ne peuvent plus être le principal moteur de la croissance des économies du Sud, et cela pour un ensemble de raisons. Tout d'abord, les marchés du Nord ne sont plus en forte expansion. Ensuite, la mondialisation néolibérale ne permet plus aux pays dits émergents de protéger leurs industries domestiques et leur agriculture contre la concurrence des pays du Nord. En s'ouvrant à ceux-ci pour attirer des investissements étrangers, ils tombent dans un piège redoutable. Les importations venues du Nord ruinent des millions de petites entreprises semi-artisanales et créent des industries qui fournissent relativement peu d'emplois et imposent des coûts dits de modernisation très lourds au pays. En effet, l'ère des industries dites de main-d'œuvre tire à sa fin. Les bas salaires des pays du Sud ne suffisent plus à leur assurer des parts de marché. Pratiquement toute production industrielle exige désormais une forte intensité de capital, donc des investissements lourds, et l'amortissement, la rémunération et la continuelle mise à niveau technique du capital fixe pèsent beaucoup plus lourd dans les prix de revient que les coûts de main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre relativement peu importante doit avoir un niveau de productivité très élevé, car c'est de la survaleur qu'elle produit que dépend la rentabilité de l'investissement. Enfin, la compétitivité des industries dépend beaucoup plus fortement que dans le passé d'une très coûteuse infrastructure logistique : des voies de communication, des réseaux de transport, d'énergie et de télécommunications, des administrations et des services publics efficaces, des centres de recherche et de formation, bref, de ce que Marx appelait (en français) les « faux frais » de l'économie, « faux frais » dont le financement doit provenir des prélèvements sur la survaleur produite par l'industrie.

Si vous examinez le « miracle chinois », vous constaterez que la Chine ne fait pas exception à cet égard. L'infrastructure logistique et les services sont en retard sur les

besoins de l'industrie ; des goulots d'étranglement, en matière d'eau, d'énergie et d'espace, en particulier, freinent ou bloquent la croissance, le chômage augmente de façon dramatique, car l'industrialisation a ruiné les ateliers de production ruraux qui faisaient vivre plus de 100 millions d'ouvriers, et la concentration agraire contraint plus de 100 autres millions à l'exode. Le taux de chômage dans les villes est estimé par le BIT à environ 20 % et il tend à augmenter rapidement. Les productions chinoises ne peuvent, en effet, égaler en qualité les productions du Nord que si le recours à la main-d'œuvre abondante et bon marché fait place plus largement à l'informatisation et à l'automatisation, plus économes en travail et en énergie mais à plus forte intensité de capital. En Chine comme en Inde, et en Occident, le modèle de croissance postfordiste enrichit environ 20 % de la population mais engendre autour d'enclaves postindustrielles hypermodernes de vastes zones de misère et d'abandon où se développent la criminalité organisée, les guerres entre sectes et religions.

La « croissance » ne permet pas de sortir du piège de la modernisation néolibérale, sauf à définir par des paramètres fondamentalement différents ce qui doit croître, c'est-à-dire à moins de définir une tout autre économie. Le rapport du PNUD sur le « développement humain » a ébauché, en 1996, une redéfinition de ce genre. En ajoutant aux « indicateurs » de richesse habituels, l'état de santé de la population, son espérance de vie, son taux d'alphabétisation, la qualité de l'environnement, le degré de cohésion sociale, l'un des pays les plus pauvres, par son PIB, de la planète : le Kerala, s'est révélé l'un des plus riches.

Je vais essayer de résumer brièvement les raisons de ce paradoxe. Dans une économie où les entreprises cherchent en permanence à s'enlever les unes aux autres des parts de marché, chacune essaie de réduire ses coûts en réduisant la quantité de travail qu'elle emploie : elle cherche à accroître sa productivité. Supposez que, à un moment donné, la productivité ait doublé. Il faut alors moitié moins de travail pour produire un même volume de marchandises. Mais la *valeur* de ce même volume tendra elle aussi à diminuer de moitié et, à taux d'exploitation constant, le volume du profit tendra à baisser dans la même proportion. Car seul le travail vivant est capable de créer de la valeur ; et surtout, seule la force de travail vivant est capable de créer une valeur plus grande que la sienne propre, c'est-à-dire une survaleur<sup>(41)</sup>. Celle-ci est la source du profit. Pour que le volume du profit ne diminue pas, il faut que, soit l'entreprise, à production constante, ait doublé le taux d'exploitation, soit qu'elle ait réussi, à taux d'exploitation constant, à doubler sa production. En pratique, elle cherche à combiner, selon la conjoncture, l'intensification de l'exploitation et l'augmentation de la production.

La croissance est donc pour le capitalisme une nécessité systémique totalement indépendante de et indifférente à la réalité matérielle de ce qui croît. Elle répond à un besoin du capital. Elle conduit à ce développement paradoxal qui fait que, dans les pays au PIB plus élevé, on vit de plus en plus mal tout en consommant de plus en plus de

marchandises.

*Sur la base d'un contexte historique (une relecture arendtienne du « travail » chez les Grecs), vous en arrivez à distinguer les catégories « emploi » et « travail ». Quelle est l'importance de cette distinction et quelles en sont les conséquences ?*

Le travail, tel que nous l'entendons, n'est pas une catégorie anthropologique. C'est un concept inventé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Hannah Arendt rappelle que, dans la Grèce antique, le travail désignait les activités nécessaires à la vie. Ces activités étaient sans dignité ni noblesse : des nécessités. Travailler, c'était se soumettre à la nécessité et cette soumission vous rendait indigne de participer comme citoyen à la vie publique. Le travail était réservé aux esclaves et aux femmes. Il était considéré comme le contraire de la liberté. Il était confiné dans la sphère privée, domestique.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, commence à prendre corps une conception différente. Le travail commence à être compris comme une activité qui transforme et domine la nature, non comme une activité qui se soumet seulement à elle. De plus, l'élimination progressive des industries domestiques – en particulier des tisserands – par les manufactures fait apparaître le travail comme une activité sociale, socialement déterminée et divisée. Le capitalisme manufacturier demande une main-d'œuvre qui lui fournisse du travail sans qualification ni qualité, du travail simple, répétitif, que n'importe qui doit pouvoir faire, y compris les enfants. Ainsi naît cette classe sociale sans qualité, le prolétariat, qui fournit du « travail sans plus », du « travail sans phrases ». Chaque prolétaire est réputé échangeable contre tout autre. Le travail prolétarien passe pour totalement impersonnel et indifférencié. Adam Smith y voit la substance commune à toutes les marchandises, une substance quantifiable et mesurable dont la qualité cristallisée dans le produit détermine sa *valeur*.

Hegel donne, peu de temps après, au travail en soi un sens plus large : il n'est pas la simple dépense d'énergie mais l'activité par laquelle les hommes inscrivent leur esprit dans la matière et, sans d'abord le savoir, transforment et produisent le monde. Entre le travail qui, au sens économique, est une marchandise comme une autre cristallisée dans des marchandises et le travail au sens philosophique qui est extériorisation et objectivation de soi, la contradiction doit finir par devenir évidente. Le travail tel que le comprend le capitalisme est la négation du travail tel que le comprend la philosophie, son aliénation : le capitalisme détermine le travail comme quelque chose d'étranger (*alienus*) qu'il ne peut être pour et par lui-même.

Marx formulait cela de la manière suivante (*Travail, salaire et capital*, 1849) : d'une part, « le travail est l'activité vitale propre au travailleur, l'expression personnelle de sa vie ».

Mais cette *activité vitale*, il la vend à un tiers pour s'assurer *les moyens nécessaires à son existence* si bien que son activité vitale n'est rien que l'unique *moyen* de subsistance... Il ne compte pas le travail en tant que tel comme faisant partie de sa vie ; c'est bien plutôt le sacrifice de cette vie. C'est une marchandise qu'il adjuge

à un tiers. C'est pourquoi le produit de son activité n'est pas le but de cette activité.

Le but premier de son activité est de « gagner sa vie », de gagner un salaire. C'est par le salaire qui le rémunère que le travail s'inscrit comme *activité sociale* dans le tissu des échanges sociaux de marchandises qui structurent la société, et que le travailleur est reconnu comme travailleur social appartenant à cette société.

Mais l'aspect le plus important, du point de vue de la société, celui qui justifie qu'on parle de société capitaliste, est encore ailleurs : le travail traité comme une marchandise, l'emploi, rend *le travail structurellement homogène au capital*. De même que le but déterminant du capital n'est pas le produit que l'entreprise met sur le marché mais le profit que sa vente permettra de réaliser, de même, le but déterminant du salarié n'est pas *ce* qu'il produit mais le salaire que son activité productive lui rapporte. *Travail et capital sont fondamentalement complices par leur antagonisme pour autant que « gagner de l'argent » est leur but déterminant*. Aux yeux du capital, la nature de la production importe moins que sa rentabilité ; aux yeux du travailleur, elle importe moins que les emplois qu'elle crée et les salaires qu'elle distribue. Pour l'un et pour l'autre, *ce qui* est produit importe peu, pourvu que cela rapporte. L'un et l'autre sont consciemment ou non au service de la valorisation du capital.

C'est pourquoi le mouvement ouvrier et le syndicalisme ne sont anticapitalistes que pour autant qu'ils mettent en question non seulement le niveau des salaires et les conditions de travail, mais les finalités de la production, la forme marchandise du travail qui la réalise.

*De quelle manière le travail se situe-t-il à la base de la crise écologique ?*

Le travail salarié n'est pas seulement pour le capital le moyen de s'accroître, il est aussi, par ses modalités et son organisation, un moyen de dominer le travailleur. Celui-ci est dépossédé de ses moyens de travail, du but et du produit de son travail, de la possibilité d'en déterminer la nature, la durée, le rythme. Le seul but à sa portée est l'argent du salaire et ce qu'il peut acheter. Le travail marchandise engendre le pur consommateur de marchandises. Le travailleur dominé engendre le consommateur dominé qui ne produit plus rien de ce dont il a besoin. L'ouvrier producteur est remplacé par le travailleur consommateur. Contraint de vendre tout son temps, de vendre sa vie, il perçoit l'argent comme ce qui peut tout racheter symboliquement. Si l'on ajoute que la durée du travail, les conditions de logement, l'environnement urbain sont autant d'obstacles à l'épanouissement des facultés individuelles et des relations sociales, à la possibilité de jouir du temps de non-travail, on comprend que le travailleur réduit à une marchandise ne rêve que de marchandises.

La domination que le capital exerce sur les travailleurs, en les contraignant à *acheter* tout ce dont ils ont besoin, se heurte dans un premier temps à leur résistance. Leurs achats portent essentiellement sur des produits de première nécessité, leurs consommations sont commandées par leurs besoins vitaux, leurs salaires leur assurent tout juste la survie. Ils ne peuvent résister à leur exploitation que par des actions et des

initiatives collectives et ils s'unissent dans la lutte sur la base *des besoins qui leur sont communs*. C'est l'époque héroïque du syndicalisme, des coopératives ouvrières et des mutuelles, des cercles de culture ouvrière et de l'unité et de l'appartenance de classe.

Les luttes ouvrières, à ce stade, sont menées principalement au nom du droit à la vie, en exigeant un salaire *suffisant* pour couvrir les besoins des travailleurs et de leurs familles. Cette norme du *suffisant* est si prégnante que les ouvriers de métier cessent de travailler quand ils ont gagné *assez* pour vivre à leur habitude, et que les ouvriers payés au rendement ne peuvent être contraints à travailler dix ou douze heures par jour que par une diminution de leur salaire horaire.

Mais à partir de 1920 aux États-Unis et de 1948 en Europe occidentale, les besoins primaires offrent au capitalisme un marché trop étroit pour absorber le volume des marchandises qu'il est capable de produire. L'économie ne peut continuer de croître, les capitaux accumulés ne peuvent être valorisés et les profits ne peuvent être réinvestis que si la production de superflu l'emporte de plus en plus nettement sur la production du nécessaire. Le capitalisme a besoin de consommateurs dont les achats sont motivés de moins en moins par des *besoins communs* à tous et de plus en plus par des *désirs individuels différenciés*. Le capitalisme a besoin de produire un nouveau type de consommateur, un nouveau type d'individu : l'individu qui, par ses consommations, par ses achats, veut s'affranchir de la norme commune, *se distinguer* des autres et s'affirmer « hors du commun ».

L'intérêt économique des capitalistes coïncide merveilleusement avec leur intérêt politique. L'individualisation et la différenciation des consommateurs permettent à la fois d'élargir les débouchés de l'industrie et de miner la cohésion et la conscience de classe des travailleurs. Elles doivent induire chez eux des comportements et des aspirations proches de ceux de la « classe moyenne ». L'un des premiers à avoir méthodiquement recherché cette transformation de la classe ouvrière aura été John Ford.

Dans ses usines, les chaînes de montage exigeaient un travail répétitif, abrutissant, sans dignité, mais les ouvriers ainsi déqualifiés recevaient des salaires enviables. Ce qu'ils perdaient sur le plan de la dignité professionnelle, ils étaient censés le gagner sur le plan de la consommation. La consommation par besoin était en partie au moins remplacée par la « consommation compensatoire ».

La période dite fordiste, qui a duré avec des hauts et des bas de 1948 à 1973, a réussi à combiner la progression des salaires, des prestations sociales, des dépenses publiques et, surtout, de la production et de l'emploi. Le quasi-plein-emploi y reposait sur une croissance de la production plus élevée que l'accroissement de la productivité du travail, c'est-à-dire supérieure à 4 % par an. Dans la mesure où elle apportait la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale, l'expansion de l'économie était dans l'intérêt immédiat de la classe ouvrière. A l'exception d'une gauche syndicale minoritaire, le mouvement ouvrier ne critiquait pas la nature et l'orientation de cette expansion mais en

réclamait plutôt l'accélération.

Or, l'expansion soutenue de la production implique, en régime capitaliste, une accélération de la rotation et de l'accumulation du capital. Le capital fixe (investi dans les installations matérielles) doit être rentabilisé et amorti rapidement, afin que les profits puissent être réinvestis dans l'élargissement des moyens de production.

Sous l'angle écologique, l'accélération de la rotation du capital conduit à exclure tout ce qui diminue dans l'immédiat le profit. L'expansion continuelle de la production industrielle entraîne donc un pillage accéléré des ressources naturelles. Le besoin d'expansion illimitée du capital le conduit à chercher à abolir la nature et les ressources naturelles pour les remplacer par des produits fabriqués, vendus avec profit. Les semences génétiquement modifiées que des firmes géantes s'efforcent d'imposer dans le monde entier offrent un exemple éloquent à ce sujet. Elles visent à abolir tant la reproduction naturelle de certaines espèces végétales que ces espèces elles-mêmes, la paysannerie et les cultures vivrières, bref, la possibilité pour les hommes de produire eux-mêmes leurs aliments. Les travailleurs et leurs organisations, c'est-à-dire le « travail marchandise », ne sont co-responsables de ce pillage et de cette destruction que dans la mesure où ils défendent l'emploi à tout prix dans le contexte existant et combattent dans ce but tout ce qui diminue dans l'immédiat la croissance économique et la rentabilité financière des investissements.

Ce que Marx écrivait il y a cent quarante ans dans le livre premier du *Capital* est d'une étonnante actualité :

Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de la productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du Nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : *la terre et le travailleur*.

*Vous avez démontré que, dans notre société, le grand problème actuel n'est plus celui de la production, mais de la distribution. D'où vient ce changement et quelles sont vos propositions pour faire face à ce nouveau défi ? L'indépendance entre le travail et le revenu, idée par vous défendue, pourrait-elle rejoindre ce changement ?*

La réponse est assez simple : quand la société produit de plus en plus de richesse avec de moins en moins de travail, comment peut-elle faire dépendre le revenu de chacun de la quantité de travail qu'il fournit ? Cette question est devenue de plus en

plus lancinante à la suite du passage au postfordisme. La « révolution informationnelle », qu'on a d'abord appelée « révolution microélectronique », a permis de gigantesques économies de temps de travail dans la production matérielle, la gestion, les communications, le commerce de gros, l'ensemble des activités de bureau. Dans un premier temps (de 1975 à 1985), les gauches syndicale et politique ont tenté d'imposer des politiques de redistribution du travail et des revenus selon la devise : « Travailler moins pour travailler tous, et vivre mieux ». Elles ont échoué et il faut en comprendre la raison.

Avec l'informatisation et l'automatisation, le travail a cessé d'être la principale force productive et les salaires ont cessé d'être le principal coût de production. La composition organique du capital (c'est-à-dire le rapport entre capital fixe et capital circulant) a augmenté rapidement. Le capital est devenu le facteur de production prépondérant. La rémunération, la reproduction, l'innovation technique continue du capital fixe matériel demandaient des moyens financiers très supérieurs au coût du travail. Ce dernier est souvent inférieur, actuellement, à 15 % du coût total. La répartition entre capital et travail de la « valeur » produite par les entreprises penche de plus en plus fortement en faveur du premier. Celui-ci est de moins en moins enclin à céder aux exigences des organisations ouvrières ou à négocier des compromis avec elles. Son souci premier est que sa prépondérance au sein du procès de production lui permette d'y imposer sa loi. Il cherche, en un mot, le moyen de s'affranchir des législations sociales et des conventions collectives, considérées comme des carcans insupportables dans un contexte où la « compétitivité » sur les marchés mondiaux est l'impératif premier. La mondialisation néolibérale exige que les lois sociales que les sociétés s'étaient données soient abrogées par les lois du marché dont personne ne peut être tenu pour responsable. Tel était d'ailleurs le but tacite dans lequel la mondialisation avait été promue. Elle devait permettre au capital de casser le poids jugé excessif qu'avaient pris les organisations ouvrières durant la période fordiste. Les salariés devaient être contraints de choisir entre la détérioration de leurs conditions de travail et le chômage.

En réalité, la mondialisation a entraîné le chômage et la détérioration des conditions de travail à la fois. L'emploi stable, à plein temps et à plein salaire, est devenu un privilège, réservé, dans les cent plus grandes entreprises nord-américaines, à 10 % du personnel. Le travail précaire, discontinu, à temps partiel, à horaires « flexibles » tend à devenir la règle.

La « société salariale » est ainsi entrée en crise. L'emploi y avait des fonctions multiples. Il était le principal moyen de répartition de la richesse socialement produite ; il donnait accès à la citoyenneté sociale, c'est-à-dire aux diverses prestations de l'État-providence, prestations financées par la redistribution partielle des revenus du travail et des revenus du capital. Il assurait un certain type d'intégration et d'appartenance à une société fondée sur le travail et la marchandise ; il devait, par principe, être



accessible à tous. Le « droit au travail » avait été inscrit dans la plupart des Constitutions comme un droit politique, de citoyenneté. C'est donc toute la société qui se désintègre avec la précarisation et la « flexibilisation » de l'emploi, avec le démantèlement de l'Etat-providence, sans qu'aucune autre société ni aucune autre perspective ne prenne encore la place de l'ordre qui s'effondre.

Au contraire, les représentants du capital continuent, avec une cruelle hypocrisie, à vanter les mérites de ce même emploi qu'ils abolissent massivement, accusant les travailleurs de coûter trop cher et les chômeurs d'être des paresseux et des incapables, responsables eux-mêmes de leur chômage. Le patronat exige l'augmentation de la durée hebdomadaire et annuelle du travail en prétendant que « pour vaincre le chômage, il faut travailler plus », gagner moins et retarder l'âge du départ à la retraite. Mais, en même temps, de grandes firmes licencient des salariés âgés de cinquante ans ou plus afin de « rajeunir leur personnel ».

L'éloge des vertus et de l'éthique du travail dans un contexte de chômage croissant et de précarisation de l'emploi s'inscrit dans une stratégie de domination : il faut inciter les travailleurs à se disputer les emplois trop rares, à les accepter à n'importe quelles conditions, à les considérer comme intrinsèquement désirables, et empêcher que travailleurs et chômeurs s'unissent pour exiger un autre partage du travail et de la richesse socialement produite. Partout on invoque les vertus du néolibéralisme nord-américain qui, en allongeant la durée du travail, en diminuant les salaires, en réduisant les impôts des riches et des entreprises, en privatisant les services publics et en amputant drastiquement les indemnités des chômeurs, a obtenu une croissance économique plus forte que la plupart des autres pays du Nord et a réussi à créer un plus grand nombre d'emplois. N'était-ce pas la preuve que la contraction du volume des salaires distribués, l'appauvrissement de la grande masse des citoyens, l'enrichissement spectaculaire des plus riches<sup>(42)</sup> ne sont pas des obstacles à la croissance de l'économie, au contraire ?

Eh bien, non. Le secret de la croissance qu'a connue l'économie des Etats-Unis au cours des années 1990, marquées par une quasi-stagnation de l'économie européenne, réside dans une politique qu'aucun autre pays ne peut se permettre et qui, tôt ou tard, aura des conséquences redoutables. Comme celle des autres pays du Nord, l'économie américaine souffre de l'insuffisance de la demande solvable. Mais elle est seule capable de pallier cette insuffisance en laissant s'accumuler les dettes, c'est-à-dire, pratiquement, en créant de la monnaie. Pour empêcher que la demande solvable ne diminue et que l'économie n'entre en récession, la Banque centrale encourage les ménages à s'endetter auprès de leur banque et à consommer ce qu'elles espèrent gagner dans le futur. C'est l'endettement croissant des ménages des « classes moyennes » qui a été et qui reste le principal moteur de la croissance. A la fin des années 1990, chaque ménage devait en moyenne autant d'argent qu'il espérait en gagner dans les quinze mois à venir. Les ménages dépensaient, en 1999, 350 milliards de dollars de plus qu'ils n'en

gagnaient, et cette consommation, qui n'était liée à aucun travail productif, se reflétait dans un déficit de 100, puis en 2005, de 600 milliards de dollars par an de la balance des comptes. Tout se passait comme si les Etats-Unis empruntaient à l'extérieur ce qu'ils prêtaient à l'intérieur : ils finançaient une dette par d'autres dettes.

En achetant à l'étranger pour 500 milliards de plus qu'ils n'y vendaient, les Etats-Unis irriguaient le monde de liquidités. Pratiquement tous les pays rivalisaient de zèle pour vendre aux Américains plus que ceux-ci ne leur achetaient, c'est-à-dire pour le « privilège » de travailler pour les consommateurs américains. Loin de jamais songer à réclamer aux Etats-Unis l'apurement de leurs dettes, les créanciers des États-Unis faisaient tout le contraire : ils retournaient aux États-Unis ce que ceux-ci perdaient en achetant des bons du Trésor américain et des actions à Wall Street.

Cet étonnant état de choses ne peut toutefois durer qu'aussi longtemps que la Bourse de Wall Street continue de monter et que le dollar ne baisse pas par rapport aux autres monnaies. Quand Wall Street se mettra à baisser durablement et le dollar à faiblir, le caractère fictif des créances en dollars deviendra manifeste et le système bancaire mondial menacera de s'effondrer comme un château de cartes. Le capitalisme « chemine au bord du gouffre<sup>(43)</sup> ».

Produire et produire plus n'est donc pas un problème. Le problème est de vendre ce qui est produit à des acheteurs capables de le payer. Le problème est la distribution d'une production réalisée avec de moins en moins de travail et qui distribue de moins en moins de moyens de paiement, de manière irrégulière et inégalitaire. Le problème est l'écart qui ne cesse de se creuser entre la capacité de produire et la capacité de vendre avec profit, entre la *richesse* productible et la forme marchandise, la forme *valeur* que la richesse doit obligatoirement revêtir pour pouvoir être produite dans le cadre du système économique en vigueur.

La solution du problème ne peut être trouvée ni dans la simple création de moyens de paiement supplémentaires ni dans la création d'une quantité suffisante d'emplois pour occuper et rémunérer toute la population désireuse de « travailler » – soit, à l'échelle mondiale, près du tiers de la population potentiellement active de la planète.

Je montrerai tout à l'heure que la solution qui consiste à augmenter le pouvoir d'achat de la population en créant des moyens de paiement supplémentaires répartis sur tous n'est pas applicable dans le cadre du système existant. Mais, au préalable, il faut montrer que la création d'emplois supplémentaires en quantité quasi illimitée telle qu'elle est pratiquée aux Etats-Unis, en particulier, ne crée pratiquement pas de richesse supplémentaire à l'échelle d'une société, bien qu'elle procure un revenu, généralement faible et irrégulier, à un grand nombre d'actifs.

Tout emploi, en effet, n'est pas « productif » au sens qu'a ce terme dans une économie capitaliste. N'y est « productif » qu'un travail qui valorise – c'est-à-dire accroît – un capital parce que celui qui le fournit ne consomme pas la totalité de la valeur qu'a ce qu'il produit. Or les fameux « gisements d'emplois » grâce auxquels les

gouvernements espèrent pouvoir supprimer le chômage sont pour la plupart des emplois improductifs au sens que je viens d'indiquer. C'est le cas en particulier des services aux personnes qui occupent 55 % de la population active des États-Unis. Selon Edward Luttwak, ces

... 55 % de la population active travaillent comme vendeurs/vendeuses, serveurs/serveuses, femmes et hommes de ménage, employés de maison, jardiniers, bonnes d'enfants et gardiens d'immeubles, et la moitié d'entre eux occupent des emplois précaires à bas salaire, plus d'un quart sont des *workingpoors* dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, même quand ils occupent deux ou trois emplois<sup>(44)</sup>

Tout se passe comme si les 20 % les plus riches faisaient travailler deux ou trois pauvres à leur service. Or ces emplois ne font pas augmenter la quantité de moyens de paiement en circulation : ils ne créent pas de valeur, ils consomment de la valeur créée par ailleurs. Leur rémunération provient du revenu que leurs clients ont tiré du travail productif, c'est un *revenu secondaire*, une redistribution secondaire d'une partie des revenus primaires. Ce caractère non créateur de valeur des services aux personnes – je ne parle que de leur valeur au sens économique, non de leur valeur d'usage ou d'agrément – a été parfaitement résumé par un grand patron américain. Discutant la thèse de certains néolibéraux qui prétendaient qu'on allait soutenir la croissance en obligeant les chômeurs, pour gagner leur vie, à vendre des fleurs au coin des rues, à cirer les chaussures des passants ou à vendre des hamburgers, il conclut : « Vous ne pouvez pas faire tourner une économie en vous vendant des hamburgers les uns aux autres. »

Le plus souvent, les emplois de serviteur transforment seulement en prestations rémunérées des services que les gens pourraient échanger sans payer ou des activités qu'ils pourraient aussi bien assumer eux-mêmes. La transformation en emplois de ces activités, en effet, n'économise pas du temps de travail, ne fait pas gagner du temps à l'échelle de la société ; elle redistribue seulement du temps. Le caractère improductif des services achetés et vendus se reflète sur ce plan.

Il n'y a pratiquement pas de limite à l'extension de ce genre d'échanges marchands. Dans *World Philosophie* (Paris, 2000), Pierre Lévy envisage de transformer en *business* tous les échanges sociaux et toutes les relations interpersonnelles : « Sexualité, mariage, procréation, santé, beauté, identité, connaissances, relations, idées..., nous serons constamment occupés à faire toutes sortes de *business*... La personne devient une entreprise. Il n'y a pas de famille ni de nation qui tienne. » Les gens passent alors leur temps à *se* vendre les uns aux autres. Ils sont tous non seulement des marchands mais des marchandises en quête d'acheteurs.

Il faut replacer la revendication d'un revenu d'existence dans ce contexte. Son but n'est pas de perpétuer la société de l'argent et de la marchandise, ni de perpétuer le modèle de consommation dominant des pays dits développés. Son but est, au contraire,

de soustraire les chômeurs et précaires à l'obligation de *se vendre* : de « libérer l'activité de la dictature de l'emploi » (« *To liberate work from the tyranny of the job* »), selon la formule de Frithjof Bergmann. Comme le dit un texte de l'une des associations de chômeurs les plus influentes en France, le revenu d'existence doit « nous donner les moyens de déployer des activités infiniment plus enrichissantes que celles auxquelles on veut nous contraindre », des activités qui, épanouissantes pour les individus, créent aussi des richesses intrinsèques qu'aucune entreprise ne peut fabriquer, qu'aucun salaire ne peut acheter, dont aucune monnaie ne peut mesurer la valeur.

Ces richesses intrinsèques sont, par exemple, la qualité du milieu de vie, la qualité de l'éducation, les liens de solidarité, les réseaux d'aide et d'assistance mutuelle, l'étendue des savoirs communs et des connaissances pratiques, la culture qui se reflète et se développe dans les interactions de la vie quotidienne – toutes choses qui ne peuvent prendre la forme marchandise, qui ne sont échangeables contre rien d'autre, qui n'ont pas de prix mais chacune une valeur intrinsèque. C'est d'elles que dépendent la qualité et le sens de la vie, la qualité d'une société et d'une civilisation. Elles ne peuvent être produites sur commande. Elles ne peuvent être produites que par le mouvement même de la vie et des relations quotidiennes. Leur production demande du temps non mesuré.

Le revenu social inconditionnel est revendiqué pour permettre à toutes ces activités libres non prescrites dont dépend l'épanouissement des facultés et des relations humaines. L'éducation, la culture, la pratique des arts, des sports, des jeux, des relations affectives n'ont pas à *servir à quelque chose*. Ce sont des activités par lesquelles les hommes se produisent pleinement humains et posent leur humanité comme le sens et le but absolu de leur existence. C'est *par-dessus le marché* seulement qu'elles accroissent aussi la productivité du travail : elles lui permettent de devenir de plus en plus intelligent, inventif, efficace, maître de son organisation collective et de ses conséquences externes, donc économe de temps et de ressources. Le revenu social aura ce résultat à condition de ne pas être assujéti par avance à un enchaînement de tâches prédéterminées, de ne pas être le *moyen* d'atteindre l'accroissement de la productivité. Au contraire, l'activité productive doit être un des *moyens* de l'épanouissement humain, non l'inverse. C'est ainsi qu'elle sera le plus économe de ressources, d'énergie et de temps.

Cette conception est évidemment contraire à la conception dominante de la rationalité économique. Elle est vivement combattue par les représentants du capital. Selon eux, les hommes sont avant tout des moyens de production, et leur éducation, leur formation, leur culture doivent être utiles à leurs fonctions productives. L'enseignement, la culture doivent *servir à quelque chose*, fournir à l'économie des forces de travail adaptées à des tâches prédéterminées.

Les dirigeants d'entreprises avancées savent parfaitement que cette conception

instrumentale de la culture est devenue indéfendable et ils le reconnaissent parfois en disant que ce qui compte chez les personnels dont ils ont besoin est la créativité, l'imagination, l'intelligence, la capacité de développer continuellement leurs connaissances. Le temps passé au travail ne mesure plus leur contribution à la production. Ce temps est souvent moindre que le temps qu'ils passent en dehors de leur travail à entretenir leurs capacités cognitives, imaginatives par des activités qui « ne servent à rien », qui *sont* l'épanouissement humain et qui ne le produisent pleinement qu'à condition de ne pas être assujetties à des impératifs étrangers.

Telle est la contradiction que traverse aujourd'hui un capitalisme qui reconnaît dans « la connaissance », dans le développement des capacités humaines la force productive décisive et qui ne peut disposer de cette force qu'à condition de ne pas l'asservir. *Le droit des hommes à exister indépendamment de ce « travail » dont l'économie a de moins en moins besoin est désormais la condition dont dépend le développement d'une économie dite de la connaissance (knowledge economy)* qui s'attaque en fait aux fondements de l'économie politique capitaliste.

La revendication d'un revenu d'existence découplé du temps de travail et du travail lui-même n'est donc pas une utopie. Au contraire, elle prend acte du fait que le « travail », tel qu'on l'entend depuis deux siècles, n'est plus la force productive principale et que la force productive principale, le savoir vivant, ne peut être mesurée avec les étalons habituels de l'économie ni rémunérée selon le nombre d'heures pendant lesquelles chacun le met en œuvre.

Cela dit, je ne pense pas que le revenu d'existence puisse être introduit graduellement et pacifiquement par une réforme décidée « d'en haut ». Comme l'écrivait Antonella Corsani : « ... il ne doit surtout pas s'inscrire dans une logique redistributive mais dans une logique subversive de dépassement radical de la richesse fondée sur le capital et le travail. » L'idée à elle seule du revenu, d'existence marque une rupture. Elle oblige à voir les choses autrement et surtout à voir l'importance des richesses qui ne peuvent pas prendre la forme valeur, c'est-à-dire la forme de l'argent et de la marchandise.

Le revenu d'existence, quand il sera introduit, sera une monnaie différente de celle que nous utilisons aujourd'hui. Elle n'aura pas les mêmes fonctions. Elle ne pourra pas servir à des fins de domination, de puissance. Elle sera créée « d'en bas », portée par une vague de fond, en même temps que des réseaux de coopératives communales d'autoproduction (de « *high-tech self-providing* », selon la formule de Bergmann) en réponse à une conjonction des différentes formes de crise que nous sentons monter : crise climatique, crise écologique ; crise de l'énergie et crise monétaire par suite de l'effondrement du système de crédit. Nous sommes tous des Argentins en puissance. La suite dépend largement des groupes et des mouvements dont les pratiques esquissent les possibilités d'un autre monde et le préparent.

*Dans votre dernier livre (L'Immatériel), vous abordez le thème de l'économie de*

*l'immatériel. Selon vous, celle-ci signifie la crise du capitalisme. Pour quelle raison ?*

*Si nous nous dirigeons vers une « économie de connaissances », comment se fait-il que certains biens matériels continuent à avoir tant d'importance, comme c'est le cas, par exemple, pour le pétrole – et que devient l'agriculture, plus particulièrement en ce qui touche aux subsides ?*

Les expressions « économie de la connaissance », « société de la connaissance » (*knowledge society*) circulent depuis trente-cinq ans dans la littérature anglo-saxonne. Elles signifient, d'une part, comme je l'ai déjà remarqué, que le travail, pratiquement tout travail dans tous les types de production, exige du travailleur des capacités imaginatives, communicationnelles, cognitives, etc., bref, l'apport d'un savoir vivant qu'il doit puiser en lui-même. Le travail n'est plus mesurable par le temps seulement qu'on y passe. L'implication personnelle qu'il exige fait qu'il n'y a pratiquement plus d'étalon de mesure universel pour l'évaluer. Sa composante immatérielle revêt une importance plus grande que la dépense d'énergie physique.

Il en va de même pour la valeur marchande des produits. Leur substance matérielle demande de moins en moins de travail, leur coût est faible et leur prix tend donc à baisser. Pour contrer cette tendance à la baisse, les firmes transforment les produits matériels en vecteurs de contenus immatériels, symboliques, affectifs, esthétiques. Ce n'est plus leur valeur pratique qui compte, mais la désirabilité subjective que doivent leur donner l'identité, le prestige, la personnalité qu'ils confèrent à leur propriétaire ou la qualité des connaissances dont ils sont censés être le résultat. Vous avez donc une très importante industrie, celle du *marketing* et de la publicité, qui ne produit que des symboles, des images, des messages, des styles, des modes, c'est-à-dire les dimensions immatérielles qui feront vendre les marchandises matérielles à un prix élevé et ne cesseront d'innover pour démoder ce qui existe et lancer des nouveautés. C'est là aussi une façon de combattre l'abondance qui fait baisser les prix et de produire de la rareté – le nouveau est toujours rare, au début – qui les fera augmenter. Même les produits d'usage quotidien et les aliments sont commercialisés selon cette méthode : par exemple, les produits laitiers ou les lessives. Le logo des différentes firmes est destiné à conférer à leurs produits une spécificité qui les rend incomparables, non échangeables avec d'autres. Tout comme l'importance de sa composante immatérielle rendait le travail non mesurable selon un étalon universel, l'importance de la composante immatérielle des marchandises les soustrait, temporairement au moins, à la concurrence en les dotant de qualités symboliques qui échappent à la comparaison et à la mesure.

Si vous examinez les productions qui se sont développées le plus depuis vingt ou trente ans, vous constatez là aussi la domination des marchandises immatérielles : notamment de la musique, de l'image (photographie, vidéocaméra, téléviseurs, magnétoscopes puis DVD), de la communication (téléphonie mobile, Internet). Le matériel n'est que le vecteur de l'immatériel, il n'a de valeur d'usage que grâce à ce

dernier. C'est principalement la consommation immatérielle qui a permis à l'économie capitaliste de continuer à fonctionner et à croître.

Nous avons donc une situation où les trois catégories fondamentales de l'économie politique : le travail, la valeur et le capital ne sont plus mesurables selon un étalon commun. Il y a une trentaine d'années, le capitalisme a voulu surmonter la crise du régime fordiste en se lançant dans l'économie de la connaissance, c'est-à-dire en capitalisant la connaissance et le savoir vivant. Ce faisant, il s'est créé des problèmes nouveaux qui n'ont pas de solution dans le cadre du système. Car transformer le savoir vivant en « capital humain » n'est pas une mince affaire. Les entreprises sont incapables de produire et d'accumuler du « capital humain » et incapables aussi de s'en assurer durablement le contrôle. L'intelligence vivante, devenue force productive principale, menace toujours d'échapper à leur emprise. Les connaissances formalisées et formalisables, d'autre part, traduisibles en logiciels, sont reproductibles en quantités illimitées pour un coût négligeable. Ce sont donc des biens potentiellement abondants et dont l'abondance fera tendre la valeur d'échange vers zéro. Une vraie économie de la connaissance serait donc une économie de la gratuité et du partage qui traiteraient les connaissances comme un bien commun de l'humanité.

Pour capitaliser et valoriser les connaissances, l'entreprise capitaliste doit les privatiser, rendre rare par appropriation privée et brevetage, ce qui est potentiellement abondant et gratuit. Et cette privatisation et raréfaction ont un coût très élevé, car il faut protéger le monopole temporaire que la firme acquiert contre des connaissances équivalentes et nouvelles, contre les imitations et réinventions, en verrouillant le marché contre d'éventuels concurrents par des campagnes de *marketing* et par des innovations qui prennent les éventuels concurrents de vitesse.

Les connaissances ne sont pas des marchandises comme les autres, et leur valeur commerciale, monétaire, est toujours une construction artificielle. Les traiter comme du « capital immatériel » et les coter en Bourse, c'est toujours assigner une valeur fictive à ce qui n'a pas de valeur mesurable. Que vaut, par exemple, le capital de Coca Cola, de Nike, de Mc Donald's, toutes firmes qui ne possèdent pas de capital matériel, mais seulement un *know how*, une organisation commerciale et un nom de marque réputé ? Que vaut même Microsoft ? La réponse dépend essentiellement de l'estimation boursière des rentes de monopole que ces firmes espèrent obtenir. On dit que l'effondrement du Nasdaq en 2001 a appauvri le monde de 4 000 milliards de dollars. Mais ceux-ci n'ont jamais eu qu'une existence fictive. Si l'effondrement des « valeurs immatérielles » a démontré quelque chose, c'est essentiellement la difficulté intrinsèque qu'il y a à vouloir faire fonctionner le capital immatériel, comme un capital et l'économie de la connaissance, comme un capitalisme.

L'absence d'étalon de mesure commun à la connaissance, au travail immatériel et au capital, la baisse de la valeur des produits matériels et l'augmentation artificielle de la valeur d'échange de l'immatériel disqualifient les instruments de mesure

macroéconomique. La création de richesses ne se laisse plus mesurer en termes monétaires. Les fondements de l'économie politique s'écroulent. C'est en ce sens que l'économie de la connaissance est la crise du capitalisme. Ce n'est pas par hasard que se succèdent depuis quelques années les ouvrages à la fois philosophiques et économiques qui insistent sur la nécessité de redéfinir la richesse. Une autre économie s'ébauche au cœur du capitalisme qui inverse le rapport entre productions de richesses marchandes et production de richesse humaine.



## Provenance des textes

« L'écologie politique, une éthique de la libération », *EcoRev*, n° 21, « Figures de l'écologie politique », automne-hiver, 2005.

« La sortie du capitalisme a déjà commencé », *EcoRev*, n° 28, automne 2007.

« L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, n°12, « L'écologie, ce matérialisme historique », PUF, 1992.

« L'idéologie de la bagnole », dans *Ecologie et politique*, Galilée, 1975.

« Croissance destructive et décroissance productive », dans *Adieux au prolétariat*, Galilée, 1980.

« Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia*, n° 2, « Décroissance et travail », Parangon, printemps 2007.

« Richesse sans valeur, valeur sans richesse », *Cadernos IHV Ideias*, n° 31, Sao Paulo, Unisinos, 2005.

## 4eme de couverture

Cet ouvrage, qu'André Gorz a conçu avant sa disparition en septembre 2007, réunit sept textes et articles parus entre 1975 et 2007.

Que nous sommes, écrit André Gorz, dominés dans notre travail, c'est une évidence depuis cent soixante-dix ans. Mais non que nous sommes dominés dans nos besoins et nos désirs, nos pensées et l'image que nous avons de nous-mêmes. C'est par lui, par la critique du modèle de consommation opulent que je suis devenu écologiste avant la lettre. Mon point de départ a été un article paru dans un hebdomadaire américain vers 1954. Il expliquait que la valorisation des capacités de production américaines exigeait que la consommation croisse de 50 % au moins dans les huit années à venir, mais que les gens étaient bien incapables de définir de quoi seraient faits leur 50 % de consommation supplémentaire.

En partant de la critique du capitalisme, on arrive donc inmanquablement à l'écologie politique qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et radicaliser encore la critique du capitalisme. Je ne dirais donc pas qu'il y a une morale de l'écologie, mais plutôt que l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle.

*Né à Vienne en 1923, émigré en Suisse en 1939, André Gorz s'est par la suite installé en France où il a été l'un des concepteurs les plus actifs des Temps Modernes et l'un des fondateurs du Nouvel Observateur. Révélé et soutenu par Sartre, son travail tient autant de la philosophie que de la critique sociale. Pionnier de la réflexion écologique, c'est dès les années 1970 qu'il analyse les liens entre émancipation des individus et critique radicale du productivisme et du consumérisme, inscrivant l'écologie politique en dépassement du marxisme. Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels, aux éditions Galilée, Misères du présent, richesse du possible (1997), L'Immatériel (2003) et Lettre à D. (2006).*

---

1 Entretien réalisé par Marc Robert, paru dans *EcoRev*, n° 21, « Figures de l'écologie politique », automne-hiver 2005.

2 Jean-Marie Vincent (1934-2004), chercheur universitaire (il a fondé et dirigé le département de sciences politiques de Paris-VIII), directeur de la revue *Futur Antérieur* fondée avec Toni Negri, a publié des ouvrages importants, notamment *Fétichisme et société*, Anthropos, 1973, *La Théorie critique de l'école de Francfort*, Galilée, 1976 ; *Les Mensonges de l'Etat*, Le Sycomore, 1979 ; *Critique du travail. Le faire et l'agir*, PUF, 1987 ; *Max Weber ou la démocratie inachevée*, Le Félin, 1998 ; *Un autre Marx. Après les marxismes*, Page Deux, 2001.

3 Écrit entre *Le Manifeste communiste* (1848) et le premier volume du *Capital* (1868), *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie* (1857-1868) est l'occasion pour Marx de développer les fondements de sa critique de l'économie politique.

4 La revue *Futur Antérieur* a été fondée en 1990 à l'initiative de Jean-Marie Vincent, de Denis Berger et de Toni Negri. L'objectif visé était de favoriser un renouveau de la recherche conceptuelle, en créant les conditions d'un débat stratégique et critique. Elle a privilégié, sur le socle d'une dynamique intellectuelle franco-italienne, trois axes d'élaboration théorique : la politique, la sociologie et la philosophie. Elle a été dissoute en 1998.

5 Stefan Meretz, cofondateur d'*Ækonux* (contraction de *Ökonomie* et de Linux) qui étudie les moyens d'étendre les principes des logiciels libres à l'économie.

6 Un des plus importants. Parmi les ouvrages d'André Gorz, on citera en particulier aux éditions du Seuil : *Le Traître* (1958), *La Morale de l'histoire* (1959), *Le Socialisme difficile* (1967), *Réforme et révolution* (1969) ; et aux éditions Galilée : *Ecologie et politique* (1975), *Ecologie et liberté* (1977), *Adieux au prolétariat* (1980), *Métamorphoses du travail, quête du sens* (1988), *Misères du présent, richesse du possible* (1997), *L'Immatériel* (2003).

7 Ivan Illich, *La Convivialité*, réédité dans *Œuvres complètes*, Fayard, vol. I, 2004.

8 Cf. Karl Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Berlin, Dietz Verlag, 1953, p. 596. Cela a été explicité dans l'ouvrage magistral de l'historien Moishe Postone, *Time, Labour and, Social Domination*, Cambridge University Press, 1993, p. 363.

9 Karl Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, op. cit., p. 231.

10 Peter Glotz, rédacteur en chef de la revue théorique du Parti social démocrate allemand (SPD), est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Le Travailleur cognitif (Der Wissensar-beiter)* et *La Société accélérée (Die beschleunigte Gesellschaft)*. Ancien recteur de l'université de Iéna et directeur de l'Institut de recherche sur les médias à l'Université de Saint-Gall, il est décédé à l'automne 2005.

11 La valeur travail est une idée d'Adam Smith qui voyait dans le travail la substance commune de toutes les marchandises et pensait que celles-ci s'échangeaient en proportion de la quantité de travail qu'elles contenaient. La *valeur travail* n'a rien à voir avec ce qu'on entend par là aujourd'hui et qui (chez Dominique Méda entre autres) devrait être désignée comme *travail valeur* (valeur morale, sociale, idéologique, etc.).

Marx a affiné et retravaillé la théorie d'Adam Smith. En simplifiant à l'extrême, on peut résumer la notion *économique* de valeur en disant : une entreprise *crée de la valeur* dans la mesure où elle produit une marchandise vendable avec du travail pour la rémunération duquel elle met en circulation (crée, distribue) du pouvoir d'achat. Si son activité n'augmente pas la quantité d'argent en circulation, elle ne crée pas de valeur. Si son activité détruit de l'emploi, elle détruit de la valeur. La rente de monopole consomme de la valeur créée par ailleurs et se l'approprie. Les services à la personne ne créent pas de valeur mais en redistribuent.

12 Pekka Himanen, *L'Éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information*, tr. fr. C. Leblanc, Paris, Exils, 2001.

13 Edgar Morin, *La Vie de la vie*, Le Seuil, 1980, p. 94-95.

14 Notamment dans la préface à la deuxième édition de *From Marx to Kant*, Londres, Macmillan Press, 1992 et New York, St Martin, 1992. Du même auteur, voir aussi l'excellent *The Marxian Legacy*, Londres, Macmillan Press, 1988. J'avais donné du politique une définition voisine dans le dernier chapitre et la postface d'*Adieux au prolétariat*, Le Seuil, 1981.

15 Celui-ci n'est évidemment pas la seule forme de protestation contre la destruction du monde vécu. Chauvinisme, racisme, xénophobie, antisémitisme sont autant de refus de l'incompréhensible et menaçante complexité d'un monde changeant. Ils expliquent la disparition de son ordonnance familière par la conspiration de forces maléfiques allogènes et la corruption des couches dirigeantes. Autrement dit, ils expliquent une réalité devenue inaccessible à la compréhension intuitive par des causes qui, elles, sont intuitivement accessibles.

16 Dans *La Prophétie antinucléaire* (Le Seuil, 1980), Alain Touraine et al ont démontré qu'en mettant l'accent sur le danger des centrales, le mouvement était motivé non par la peur, mais par le désir de contester l'omniscience dans laquelle se drapaient les experts, au risque de fourvoyer le débat dans des querelles techniques au détriment de son fond politique.

17 Cf. *Némésis médicale* (Le Seuil, 1975), *Le Travail fantôme* (Le Seuil, 1981) et *Le Chômage créateur* (Le Seuil, 1997).

18 Karl Marx, *Le Capital*, livre III, section 7, ch. 48.

19 Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1985, p. 61.

20 Karl Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, op. cit., p. 583-589.

21 *Ibid.*, loc. cit.

22 J'ai montré ailleurs que la machinerie et la science qui s'y matérialise ne sont pas appropriables non plus par le « travailleur collectif productif » (*Gesamtarbeiter*), lequel englobe une multiplicité de collectifs séparés et dispersés fonctionnellement spécialisés, ce qui rend pratiquement impossibles la concertation entre les collectifs et leur contrôle sur le produit final. Ce contrôle exigerait une organisation et des états-majors qui, comme dans les combinats de l'ex-RDA, reproduisent la séparation et la dépossession dont il est question plus haut.

23 Cf. Denis Poulot, *Le Sublime, ou le travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il peut être*, La Découverte, 1980. Voir aussi l'excellente étude de Christian Topalov, « Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle », *Les Temps modernes*, n° 496-497, novembre-décembre 1987.

24 Je ne citerai ici que quatre ouvrages contenant une bibliographie extensive : Michael Opielka (dir.), *Die Okoso-ziale Frage*, Francfort-

sur-le-Main, Fischer Alternativ, 1985 ; Joseph Huber, *Die Regenbogen Gesellschaft. Ökologie und Socialpolitik*, Fischer Alternativ, 1985 ; Michael Opielka, Georg Vobruba (dir.), *Dos garantierte Grundeinkommen*, Fischer Alternativ, 1986 ; Michael Opielka, Llona Ostner (dir.), *Umbau des Sozialstaats*, Essen, Klartext, 1987.

[25](#) Voir notamment *Les Verts et l'économie*, Gentilly, 1992 (document des Verts), ainsi que le périodique *Transversales Science Culture* et les ouvrages de Guy Aznar : *Non aux loisirs non à la retraite*, Galilée, 1978 ; *Tous à mi-temps, ou le scénario bleu*, Le Seuil, 1981 ; *Le Travail, c'est fini. À plein toute la vie*, Belfond, 1990.

[26](#) Voir à ce sujet Nordal Akerman, « Can Sweden be Shrunk ? », *Development Dialogue*, n° 2, 1979.

[27](#) Cf. Ivan Illich, *Énergie et équité*, Le Seuil, 1985.

[28](#) Cf. Adret, *Travailler deux heures par jour*, Le Seuil, 1979.

[29](#) Marcel Boiteux, directeur général d'EDF, devant l'Académie des sciences commerciales le 20 mars 1972.

[30](#) Cité dans A. Gorz, *La Morale de l'histoire*, Le Seuil, 1959.

[31](#) Extrait de Roger-Gérard Schwartzberg, *Socialisme politique*, Montchrestien, 1977, 3<sup>e</sup> éd., p. 392.

[32](#) Dans *Les Aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur* (Denoël, 2003, p. 153-155), Anselme Jappe montre qu'une partie de plus en plus faible des activités qui se déroulent dans le monde « crée de la plus-value et alimente encore le capitalisme ». En amont, en aval et à côté du « véritable procès productif », l'activité productive a besoin de s'appuyer sur des travaux non productifs de plus en plus nombreux « et qui ne peuvent souvent obéir à la loi de la valeur ». « Pour qu'un travail soit productif, il faut que ses produits fassent leur retour dans le procès d'accumulation du capital et que leur consommation alimente la reproduction élargie du capital en étant consommés par des travailleurs productifs ou en devenant des biens d'investissement... »

[33](#) Cf. Moishe Postone, *Time, Labor and Social Domination. A new interpretation of Marx'critical. theory, op. cit.*, p. 308-314. Cette œuvre maîtresse de Postone a joué un rôle important dans la critique du travail et de la valeur, et dans la distinction entre valeur et richesse dans l'école de Robert Kurz, en particulier. En français, on ne trouve de Postone que *Marx est-il devenu muet ?*, recueil de deux articles traduits et préfacés par Olivier Galtier et Luc Mercier, éditions de l'Aube, 2003. La préface est une excellente présentation de l'œuvre de Postone.

[34](#) Pour une analyse actualisée et complète, voir sur ce point Robert Kurz, *Das Weltkapital. Globalisierung und inners Schranken des modernen waren produzierenden Systems*, Berlin, Tiamat, 2005.

[35](#) Sur le rôle central des bulles financières pour la survie apparente du système, cf. R. Kurz, *Das Weltkapital, op. cit.*, p. 228-267, et Robert Brenner, « New Boom or new bubble ? », dans *New Left Review*, n° 25, janvier-février 2004.

[36](#) Que la croissance des échanges marchands, c'est-à-dire du PIB, ne conduit point par lui-même à un accroissement de la richesse, mais peut signifier un appauvrissement et une détérioration des rapports sociaux est désormais une évidence largement partagée, grâce notamment au rapport du PNUD de 1998, au livre de Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, 1999 et à *Reconsidérer la richesse*, éditions de l'Aube, 2003, par Patrick Viveret. Moins partagée est l'évidence que la rupture avec une économie qui mesure la richesse en termes monétaires suppose la rupture avec la « valeur » dans ses trois formes : l'argent, le travail emploi et la marchandise. Seule une économie affranchie de la loi de la valeur peut permettre la production au service du développement humain au lieu de mettre les hommes au service de la production de marchandises. Cf. à ce sujet, A. Gorz, *L'Immatériel*, Galilée, 2003, p. 81-88.

[37](#) Les *digital fabricators* ou *fabbers* sont, à ma connaissance, les moyens les plus avancés dont l'industrie dispose actuellement. Des dizaines de pages en décrivent le fonctionnement, l'évolution, les applications actuelles et potentielles. Une présentation mettant l'accent sur la portée politico-économique se trouve dans un article de Stefen Merten et Stefen Meretz, fondateurs d'*Ækonux*, intitulé « *Freie Software und Freie Gesellschaft* », Les auteurs présentent les *fabbers* comme une machine qui ne soumet pas les hommes à ses exigences, donc n'est plus un moyen de domination, et comme un robot qui ne se borne pas à automatiser un procès de travail déterminé ; pratiquement n'importe quel procès peut être programmé sur un même appareil. Celui-ci préfigure la possibilité d'une « société de l'information » dans laquelle toute l'énergie humaine peut être dépensée pour des activités créatives, « pour l'épanouissement sans limites des facultés humaines ». Une présentation mettant l'accent sur les potentialités pratiques des *personal fabricators* se trouve au chapitre IV de l'ouvrage de Frithjof Bergmann, *New Work, New Culture* qui n'est disponible que dans sa version allemande : *Neue Arbeit, Neue Kultur*, Arbor Verlag, Freiamt, 2004. Bergmann cherche depuis une vingtaine d'années à transformer le chômage de masse, dont il a fait l'expérience à Detroit, en une chance, celle de « libérer le travail de la tyrannie de l'emploi ». Autrement dit : au lieu d'avoir à vendre son travail, pouvoir produire et travailler selon ses besoins, de la manière la plus satisfaisante possible. Ce qui supposait, au départ, que les produits correspondant aux besoins les plus communs soient redéfinis de façon à pouvoir être fabriqués avec des outils et des compétences à la portée de tout le monde. Le *High-tech self-providing* (HTSP) devait permettre aux Africains du Botswana comme aux chômeurs du Michigan de couvrir leurs besoins par leurs propres moyens. Les *digital fabricators*, dont Bergmann semble avoir gagné les inventeurs à son projet, en offraient la solution idéale.

[38](#) L'économie de la gratuité est une anti-économie : une économie très largement démonétarisée, qui n'est plus régie par les critères de rentabilité de l'économie d'entreprise mais par le critère de l'« utilité », de la désirabilité des productions et par la prise en compte des externalités négatives et positives, impossibles à évaluer en termes de coûts monétaires. On retrouve ce combat contre l'économicisme dans les écrits de Serge Latouche, dans le mouvement des logiciels libres et, tout dernièrement, dans l'ouvrage extraordinairement riche de Laurence Baranski et Jacques Robin, *L'Urgence de la métamorphose*, Des Idées et des Hommes, 2006, p. 85-93, ch. « Art de vivre et gratuité ».

[39](#) R. Kurz, *Der Kollaps der Modernisierung. Vom Zusammenbruch des Kasernensozialismus zur Krise der Weltökonomie*, Leipzig, Reclam, 1994. Cf. en particulier p. 310-314, où il est question de la nécessaire démonétarisation, de l'impossibilité de faire dépendre la reproduction individuelle de l'occupation d'un emploi assujéti aux impératifs abstraits de l'économie d'entreprise, de coopératives communales d'autoproduction et de l' (auto) organisation internationale des flux de ressources découplés de la logique de l'argent et de la marchandise.

[40](#) Entretien réalisé par Sonia Montano et publié dans *Cadernos IHV Ideias*, n° 31, Sao Paulo, Unisinos, 2005.

[41](#) La survaleur (appelée naguère « plus-value », contraction de l'anglais *surplus value*) est la valeur de la production qu'un travailleur réalise en sus de ses propres besoins et de ceux de sa famille. Elle est un excédent économique (*economical surplus*, selon la terminologie de Paul Baren). La proportion de survaleur dans le total de la valeur produite par un travailleur est le taux de survaleur (taux de plus-value), lequel mesure le taux d'exploitation.

[42](#) Au cours de la période 1979-1994, 80 % des salariés ont subi aux Etats-Unis des diminutions de leurs revenus tandis que 70 % du surcroît de richesse produit, grâce à la croissance, durant cette même période, a été accaparé par 5 % des Américains les plus riches.

[43](#) Cf. Robert Brenner, « New Boom or New Bubble ? », art. cit. Robert Kurz, qui est probablement le meilleur théoricien critique des transformations du capitalisme et de sa crise présente, consacre une importante partie de son dernier livre – *Das Weltkapital*, Berlin, Tiamat, 2005 – à la fonction vitale que remplissent actuellement les bulles financières. Celles-ci se forment par le gonflement spéculatif d'actifs financiers. La hausse de leurs cours permet aux banques d'accorder des crédits croissants aux emprunteurs et donc de soutenir l'activité économique. La bulle financière est, selon l'expression de Kurz, « une merveilleuse machine à créer de la monnaie ». Chaque bulle finit tôt ou tard par éclater et provoquer des faillites en chaîne, à moins d'être suivie très rapidement par le gonflement d'une bulle nouvelle et plus grande. La bulle boursière a ainsi été suivie par la bulle Internet et l'éclatement de celle-ci par l'actuelle bulle immobilière, « la plus grande de tous les temps », selon *The Economist*. En trois ans, elle a fait augmenter la valeur boursière de l'immobilier de 20 à 60 *trillions* de dollars. Nul ne peut prédire la suite. Plus une bulle est grande, plus son éclatement menace de produire l'effondrement du système bancaire et des monnaies.

[44](#) Edward Luttwak, *Turbo Capitalism*, New York, 1999.